

Sur la voie de l'égalité effective

Faut-il des nouvelles réponses au racisme et à l'intolérance ?

On the Road to Effective Equality

New responses to racism and intolerance needed?



Conférence de haut niveau pour
le 25^{ème} anniversaire de l'ECRI

High-level Conference for
ECRI's 25th Anniversary

Actes de la conférence

Conference proceedings

www.coe.int/ECRI



2019 MAI - NOVEMBRE
MAY - NOVEMBER
Conseil de l'Europe
Council of Europe



European Commission
against Racism and Intolerance
ECRI
Commission européenne
contre le racisme et l'intolérance



COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Sur la voie de l'égalité effective
Faut-il des nouvelles réponses au racisme et à l'intolérance ?

On the Road to Effective Equality
New responses to racism and intolerance needed?

**Actes de la conférence de haut niveau pour
le 25^{ème} anniversaire de l'ECRI**

**Proceedings of the High-level Conference for
ECRI's 25th Anniversary**

Publiés le 28 novembre 2019

Published on 28 November 2019

Document préparé par le Secrétariat de l'ECRI
Document prepared by ECRI's Secretariat


ECRI Secretariat / Secrétariat de l'ECRI
DG II Democracy / DG II Démocratie
Council of Europe / Conseil de l'Europe
F-67000 STRASBOURG Cedex
E-mail / courriel: ecri@coe.int
www.coe.int/ecri
 @ECRI_CoE

Photo: Shutterstock

© Conseil de l'Europe/Council of Europe, novembre/November 2019
Imprimé au Conseil de l'Europe/Printed at the Council of Europe

Table des matières - Table of Contents

Introduction	7
Introduction	8
Note conceptuelle	9
Concept note	10
Programme	11
Programme	15
Jeudi 26 septembre 2019 - Thursday, 26 September 2019	21
Ouverture - Opening session	21
Welcoming words by Jean-Paul Lehnert, European Commission against Racism and Intolerance	21
Déclaration liminaire de Amélie de Montchalin, France	23
Déclaration liminaire de Gabriella Battaini-Dragoni, Conseil de l'Europe.....	26
La perspective de la Convention européenne des droits de l'homme Linos-Alexander Sicilianos	29
La perspective de l'Assemblée parlementaire Nicole Trisse	38
1ère session – Bilan après 25 ans : gagnons-nous ou perdons-nous la lutte pour l'égalité ?	
1st session – Reality check after 25 years: Are we winning or losing the struggle for equality?	41
Konstantinos Tsiaras, Greece	41
Sam Tanson, Luxembourg.....	43
Simona Leskovar, Republic of Slovenia	47
Dunja Mijatović, Council of Europe	49
Nada Al-Nashif, UNESCO.....	51
Noureddine Amir, Comité pour l'élimination de la discrimination de l'ONU	54
Tena Šimonović Einwalter, European Network of Equality Bodies	58
Frédéric Potier, Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, France.....	61
2ème session – Regarder vers l'avenir : Davantage de moyens identiques ou des nouvelles approches pour réaliser l'égalité ?	
2nd session – Looking to the future: Reinforce existing actions or new approaches to achieving equality? ...	64
Keynote speaker: Nils Muižnieks, Expert	64
Trine Skei Grande, Norway.....	68
Kristine Grigoryan, Armenia	70
Soledad Murillo, Spain.....	72
E. Tendayi Achiume, United Nations	74
Jacques Toubon, Défenseur des droits, France	77
Anja Olin Pape, Joint Council on Youth and of the Advisory Council on Youth, Council of Europe	80

Evelyne Paradis, ILGA-Europe.....	83
Closing of the session by Maria Daniella Marouda, ECRI	86
Contribution by Frank Orton, First Chair of ECRI	88
Vendredi, 27 septembre 2019 - Friday, 27 September 2019.....	91
Ouverture - Opening	91
David Stanton, Ireland	91
Muhterem İnce, Turquie.....	95
3^{ème} session – Sociétés inclusives : Comment y aboutir véritablement ?	
3rd session – Inclusive societies: How to get it right?	100
Inclusion and diversity in sport Clarence Seedorf.....	100
4^{ème} session – Nouvelles technologies et Internet : Comment utiliser les opportunités et maîtriser les risques ?	
4th session – New technologies and the Internet: How to use the opportunities and control the risks?	105
Conclusions – L’avenir de l’engagement pour l’égalité et de la lutte contre le racisme et l’intolérance	
Conclusions – The future of the promotion of equality and the fight against racism and intolerance	106
Domenica Ghidei Biidu, ECRI	106
Feuille de route de l’ECRI vers l’égalité effective	110
ECRI Roadmap to Effective Equality	113
Frédéric Potier, Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, France.....	116
Snežana Samardžić-Marković, Council of Europe.....	118

Introduction

La conférence « Sur la voie de l'égalité effective - Faut-il des nouvelles réponses au racisme et à l'intolérance ? » s'est tenue à Paris les 26 et 27 septembre 2019 à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de l'ECRI. Elle a été organisée par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la présidence française du Comité des Ministres.

La conférence a réuni près de 350 participants. Il s'agissait de membres actuels et anciens de l'ECRI, de membres de gouvernements, de représentants d'organisations internationales et d'organismes de promotion de l'égalité, ainsi que d'experts et de représentants de la société civile des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe. 42 intervenants représentant ces différents groupes ont apporté leur contribution aux sessions de la conférence en prononçant un discours ou en participant à des tables rondes.

Ce document contient les discours écrits, en français ou en anglais, que les intervenants ont fournis au Secrétariat de l'ECRI avant ou après la conférence. Les versions orales présentées à la conférence peuvent différer des versions écrites. Pour quatre discours, des transcriptions ont été incluses. Un enregistrement vidéo de l'ensemble de la conférence, ainsi que du contenu des tables rondes, est disponible sur le site Internet de l'ECRI : <https://www.coe.int/fr/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/high-level-conference-for-ecri-s-25th-anniversary>.

Introduction

The conference "On the Road to Effective Equality - New responses to racism and intolerance needed?" was held in Paris on 26 and 27 September 2019 on the occasion of ECRI's 25th anniversary. It was organised by the Council of Europe under the French Presidency of the Committee of Ministers.

The conference brought together almost 350 participants. This included current and former members of ECRI, members of governments, representatives from international organisations and from Equality Bodies as well as experts and representatives of civil society from the 47 member states of the Council of Europe. 42 speakers representing these various groups gave their contributions to the conference sessions by delivering a speech or by participating in panel discussions.

This document contains the written speeches, in French or English, which the speakers provided to ECRI's Secretariat before or after the event. The oral versions delivered at the conference may differ from the written versions. For the remaining four speeches, transcripts have been included. A video recording of the entire conference, which also features the content of the panel discussions, is available on ECRI's website: <https://www.coe.int/en/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/high-level-conference-for-ecri-s-25th-anniversary>.

Note conceptuelle

La promotion de l'égalité et la lutte contre le racisme et l'intolérance sont cruciales pour l'avenir de l'Europe. Les efforts en faveur d'une plus grande égalité déployés jusqu'à ce jour ont amélioré les conditions de vie de nombreux Européens, renforcé l'inclusion sociétale et contribué à la stabilité, la paix et la sécurité en Europe. En même temps, des peurs existent toujours et sont souvent instrumentalisées par le populisme nationaliste et les discours de haine. Ces peurs alimentent le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance et sapent une fois de plus les fondements d'une Europe prospère et inclusive.

Il y a vingt-cinq ans, les Etats membres du Conseil de l'Europe ont décidé d'unir leurs forces pour lutter contre la menace du racisme et de l'intolérance et créé la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI). L'ECRI se penche sur toutes les formes du racisme et de l'intolérance, qu'elles soient fondées sur la couleur de peau, la langue, la religion, la nationalité, l'origine nationale ou ethnique, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Le 25^{ème} anniversaire de l'ECRI, qui coïncide avec le 70^{ème} anniversaire du Conseil de l'Europe, est l'occasion de faire le bilan des progrès accomplis, de relever les défis actuels et émergents et d'explorer les moyens d'accroître l'impact de l'action des Etats membres et de l'ECRI.

Cette conférence, sous les auspices de la Présidence française du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, vise à consolider le travail futur des Etats membres et de l'ECRI dans cet environnement exigeant. Elle passera en revue les réalisations et les défis des 25 dernières années, examinera les grandes tendances dans les domaines de l'égalité des droits et de la lutte contre le racisme et l'intolérance et les nouvelles actions nécessaires dans ces domaines. Une attention particulière sera accordée à deux sujets particulièrement importants : d'une part, l'inclusion au sein de la société des personnes exposées au racisme et à l'intolérance en raison de leur appartenance réelle ou supposée à un groupe, d'autre part la gestion des opportunités et des risques – dont la propagation des discours de haine – que présentent les nouvelles technologies et l'Internet en matière d'égalité, de racisme, d'intolérance et de discrimination.

Nous espérons que cette conférence dégagera une nouvelle dynamique, un engagement accru et des outils innovants pour toutes celles et tous ceux qui s'efforcent de gagner la lutte pour l'égalité effective, l'inclusion et la cohésion de l'ensemble de la société.

Concept note

Promoting equality and combating racism and intolerance are crucial for Europe's future. The efforts already made towards greater equality have improved the living conditions of many Europeans, fostered more inclusive societies and contributed to safeguarding stability, peace and security in Europe. At the same time, fears still exist and are often instrumentalised by nationalist populism and hate speech. These fears generate racism, xenophobia, antisemitism and intolerance and once again undermine the foundations of a prosperous and inclusive Europe.

Twenty-five years ago, the Council of Europe member states decided to join forces to counter the threat from racism and intolerance and established the European Commission against Racism and Intolerance (ECRI). ECRI deals with all forms of racism and intolerance, whether based on skin colour, language, religion, nationality, national or ethnic origin, sexual orientation or gender identity. ECRI's 25th anniversary, which coincides with the Council of Europe's 70th anniversary, provides the opportunity to take stock of the progress achieved, tackle the present and emerging challenges and explore how to increase the impact of the actions of the member states and ECRI.

This conference, organised under the auspices of the French Presidency of the Council of Europe Committee of Ministers, aims at consolidating the future work of the member states and ECRI in this demanding environment. It will review the achievements and challenges over the last 25 years, examine the main trends in the fields of equality and the fight against racism, and intolerance and shape further action in these fields. There will be a specific focus on two particularly important topics: the inclusion in society of persons exposed to racism and intolerance on account of their affiliation, real or presumed, to a group, and the management of the opportunities and risks – including the spread of hate speech – that new technologies and the Internet bring with regard to equality, racism, intolerance and discrimination.

It is our hope that this conference will generate new momentum, increased commitment and innovative tools for all those striving to win the struggle for effective equality, inclusion and cohesion in the whole society.

Programme

Lieu : Site Ségur-Fontenoy, 20 avenue de Ségur, 75007 Paris

Jeudi 26 septembre 2019

Ouverture (13 h 30 - 14 h 15)

Mot de bienvenue de Jean-Paul Lehnars, Président de l'ECRI

Déclarations liminaires

- Amélie de Montchalin, Présidente du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Chargée des Affaires européennes, France
- Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire Générale adjointe, Conseil de l'Europe

La perspective de la Convention européenne des droits de l'homme

- Linos-Alexander Sicilianos, Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme

La perspective de l'Assemblée parlementaire

- Nicole Trisse, Vice-Présidente de l'Assemblée parlementaire et Présidente de la délégation française à l'Assemblée parlementaire, Conseil de l'Europe

1ère session – Bilan après 25 ans : gagnons-nous ou perdons-nous la lutte pour l'égalité ? (14 h 15 - 16 h 00)

Qu'avons-nous accompli, où sont les déficiences et quelles bonnes pratiques pouvons-nous faire valoir ?

Président : Jean-Paul Lehnars, Président de l'ECRI

- Konstantinos Tsiaras, Ministre de la Justice, Grèce
- Sam Tanson, Ministre de la Culture, Ministre du Logement, Ministre de la Justice, Luxembourg
- Simona Leskovar, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères, République de Slovénie
- Dunja Mijatović, Commissaire aux droits de l'homme, Conseil de l'Europe
- Nada Al-Nashif, Sous-Directrice générale pour les sciences sociales et humaines, UNESCO
- Nouredine Amir, Président du Comité pour l'élimination de la discrimination de l'ONU
- Tena Šimonović Einwalter, Présidente du Réseau européen des organismes de promotion de l'égalité ; Membre de l'ECRI
- Frédéric Potier, Délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, France

Débat interactif avec des contributions de la salle

2ème session – Regarder vers l'avenir : Davantage de moyens identiques ou des nouvelles approches pour réaliser l'égalité ? (16 h 30 - 18 h 00)

Quelles sont les grandes tendances dans les domaines de l'égalité, ainsi que de la lutte contre les différentes formes du racisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme et de l'intolérance, quelles actions sont nécessaires dans ces domaines, comment améliorer leur impact et comment impliquer la nouvelle génération ?

Président : *Isil Gachet, Directrice du Bureau de la Commissaire aux droits de l'homme, Conseil de l'Europe*

- Orateur principal : Nils Muižnieks, Expert, ancien Président de l'ECRI et ancien Commissaire aux droits de l'homme, Conseil de l'Europe
- Trine Skei Grande, Ministre de la Culture et de l'Égalité, Norvège
- Kristine Grigoryan, Vice-ministre de la Justice, Arménie
- Soledad Murillo, Secrétaire d'État à l'Égalité, Espagne
- E. Tendayi Achiume, Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance de l'ONU
- Jacques Toubon, Défenseur des droits, France
- Anja Olin Pape, Présidente du Conseil mixte sur la jeunesse et du Conseil consultatif sur la jeunesse, Conseil de l'Europe
- Evelyne Paradis, Directrice exécutive, ILGA Europe

Débat interactif avec des contributions de la salle

Clôture de la session par Maria Daniella Marouda, Première Vice-présidente de l'ECRI

Événement musical et cocktail (18 h 15 -18 h 45)

Dyslexic Swing & The Silent Brocoli : jazz manouche des années 30 et 40

Vendredi 27 septembre 2019

Ouverture (9 h 00 – 9 h 15)

Discours d'ouverture

- David Stanton, Ministre d'Etat au ministère de la Justice et de l'Egalité, Irlande
- Muhterem Ince, Vice-ministre de l'Intérieur, Turquie

3ème session – Sociétés inclusives : Comment y aboutir véritablement ?

(9 h 15 - 10 h 45)

Comment aboutir à l'inclusion durable des groupes exposés au racisme et à l'intolérance dans nos sociétés, sur quoi devons-nous nous concentrer et qu'est-ce qui a fait ses preuves ?

- L'intégration inclusive en tant que processus à double sens impliquant l'ensemble de la société
- Mécanismes effectifs de prévention et de lutte contre les discours de haine dans le débat politique
- Bonnes pratiques aux niveaux régional et local en matière d'inclusion

Modératrice : Snežana Samardžić-Marković, Directrice générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe

Inclusion et diversité dans le sport

- Clarence Seedorf, Légende du football et promoteur de la diversité et de l'inclusion

Débat d'experts

- Jean-Marie Delarue, Président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, France
- Harald Bergmann, Représentant et Porte-parole thématique sur les droits de l'homme du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, Conseil de l'Europe ; Maire de Middelburg
- Ioannis N. Dimitrakopoulos, Conseiller scientifique, Agence des droits fondamentaux de l'UE
- Michaël Privot, Directeur, Réseau Européen contre le Racisme
- Thomas Huddleston, Directeur de recherche, Migration Policy Group
- Mahira Karim, Activiste, Mouvement contre le Discours de Haine

Débat interactif avec des contributions de la salle

4ème session – Nouvelles technologies et Internet : Comment utiliser les opportunités et maîtriser les risques ? (11 h 15 - 12 h 45)

Quels sont les opportunités et les risques liés aux nouvelles technologies et à l'Internet, comment devrions-nous les aborder et sur quoi devrions-nous nous concentrer ?

- Utiliser des algorithmes pour prévenir et combattre les préjugés, la discrimination et l'exclusion
- Établir un cadre effectif pour lutter contre les contenus haineux sur Internet

Modérateur : *Jeroen Schokkenbroek, Directeur de l'anti-discrimination, Conseil de l'Europe*

Débat d'experts

- Alexandru Victor Micula, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères, Roumanie
- Emmanuel Crabit, Directeur de Droits fondamentaux et État de droit, Commission européenne
- Gwendal Le Grand, Secrétaire général adjoint de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, France
- Kirsi Pimiä, Médiatrice anti-discrimination, Finlande
- Anne Weber, Conseillère de la Commissaire aux droits de l'homme, Conseil de l'Europe
- Gabrielle Guillemin, Conseillère juridique principale, ARTICLE 19
- Julien Cornebise, Directeur de recherche, Element AI

Débat interactif avec des contributions de la salle

Conclusions – L'avenir de l'engagement pour l'égalité et de la lutte contre le racisme et l'intolérance (12 h 45 - 13 h 15)

Brèves conclusions

- Domenica Ghidde Biidu, Seconde Vice-présidente de l'ECRI

Déclaration

- Jean Paul Lehnert, Président de l'ECRI – Feuille de route de l'ECRI vers l'égalité effective

Mot de clôture

- Frédéric Potier, Délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, France
- Snežana Samardžić-Marković, Directrice Générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe

Programme

Venue: Ségur-Fontenoy Building, 20 Avenue de Ségur, 75007 Paris

Thursday, 26 September 2019

Opening session (1.30 - 2.15 pm)

Welcoming words by Jean-Paul Lehnert, Chair of ECRI

Opening statements

- Amélie de Montchalin, President of the Committee of Ministers of the Council of Europe, Secretary of State for European Affairs, attached to the Minister for Europe and Foreign Affairs, France
- Gabriella Battaini-Dragoni, Deputy Secretary General, Council of Europe

The Perspective of the European Convention on Human Rights

- Linos-Alexander Sicilianos, President of the European Court of Human Rights

The Perspective of the Parliamentary Assembly

- Nicole Trisse, Vice-President of the Parliamentary Assembly and Chairperson of the French delegation to the Parliamentary Assembly, Council of Europe

1st session – Reality check after 25 years: Are we winning or losing the struggle for equality? (2.15 - 4.00 pm)

What have we achieved, where are the lacunae, and which good practices can we highlight?

Chair: Jean-Paul Lehnert, Chair of ECRI

- Konstantinos Tsiaras, Minister of Justice, Greece
- Sam Tanson, Minister for Culture, Minister for Housing, Minister of Justice, Luxembourg
- Simona Leskovar, State Secretary at the Ministry of Foreign Affairs, Republic of Slovenia
- Dunja Mijatović, Commissioner for Human Rights, Council of Europe
- Nada Al-Nashif, Assistant Director-General for Social and Human Sciences, UNESCO
- Nouredine Amir, Chair of the UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination
- Tena Šimonović Einwalter, Chair of the European Network of Equality Bodies; Member of ECRI
- Frédéric Potier, Interministerial Delegate for the Fight against Racism, Antisemitism and LGBT Hatred, France

Interactive discussion with contributions from the floor

2nd session– Looking to the future: Reinforce existing actions or new approaches to achieving equality? (4.30 - 6.00 pm)

What are the main trends in the fields of equality and the fight against the different forms of racism, xenophobia, antisemitism and intolerance, what action is needed in these fields, how can we improve impact and involve new generations?

Chair: *Isil Gachet, Director of the Office of the Commissioner for Human Rights, Council of Europe*

- Keynote speaker: Nils Muižnieks, Expert, former Chair of ECRI and former Commissioner for Human Rights, Council of Europe
- Trine Skei Grande, Minister of Culture and Equality, Norway
- Kristine Grigoryan, Deputy Minister of Justice, Armenia
- Soledad Murillo, State Secretary for Equality, Spain
- E. Tendayi Achiume, UN Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance
- Jacques Toubon, Defender of Rights, France
- Anja Olin Pape, Chair of the Joint Council on Youth and of the Advisory Council on Youth, Council of Europe
- Evelyne Paradis, Executive Director, ILGA-Europe

Interactive discussion with contributions from the floor

Closing of the session by Maria Daniella Marouda, First Vice-Chair of ECRI

Musical event and cocktail (6.15 - 6.45 pm)

Dyslexic Swing & The Silent Brocoli: *jazz manouche* from the 1930s-1940s

Friday, 27 September 2019

Opening (9.00 - 9.15 am)

Opening speeches

- David Stanton, Minister of State for Equality, Immigration and Integration, Ireland
- Muhterem Ince, Deputy Minister of Interior, Turkey

3rd session – Inclusive societies: How to get it right? (9.00 - 10.45 am)

How can we achieve the sustainable inclusion of groups exposed to racism and intolerance in our societies, what should we focus on and what has worked in practice?

- Inclusive integration as a two-way process involving the whole of society
- Effective mechanisms to prevent and combat hate speech in political debate
- Good practices on inclusion at regional and local level

Moderator: *Snežana Samardžić-Marković, Director General of Democracy, Council of Europe*

Inclusion and diversity in sport

- Clarence Seedorf, Football legend and promoter of diversity and inclusion

Panel discussion

- Jean-Marie Delarue, President of the National Consultative Commission on Human Rights, France
- Harald Bergmann, Representative and Thematic Spokesperson on Human Rights of the Congress of Local and Regional Authorities, Council of Europe; Mayor of Middelburg
- Ioannis Dimitrakopoulos, Scientific Adviser, EU Agency for Fundamental Rights
- Michaël Privot, Director, European Network Against Racism
- Thomas Huddleston, Research Director, Migration Policy Group
- Mahira Karim, Activist, No Hate Speech Campaign

Interactive discussion with contributions from the floor

4th session – New technologies and the Internet: How to use the opportunities and control the risks? (11.15 am - 12.45 pm)

What are the opportunities and risks related to new technologies and the Internet, how can we deal with them and what should we focus on?

- Using algorithms to prevent and combat bias, discrimination and exclusion
- Establishing an effective framework to combat hateful content on the Internet

Moderator: *Jeroen Schokkenbroek, Director of Anti-discrimination, Council of Europe*

Panel discussion

- Alexandru Victor Micula, Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs, Romania

- Emmanuel Crabit, Director for Fundamental Rights and Rule of Law, European Commission
- Gwendal Le Grand, Deputy Secretary General of the National Commission on Informatics and Liberty, France
- Kirsi Pimiä, Non-Discrimination Ombudsman, Finland
- Anne Weber, Adviser to the Commissioner for Human Rights, Council of Europe
- Gabrielle Guillemin, Senior Legal Officer, ARTICLE 19
- Julien Cornebise, Research Director, Element AI

Interactive discussion with contributions from the floor

Conclusions – The future of the promotion of equality and the fight against racism and intolerance (12.45 - 1.15 pm)

Short conclusions

- Domenica Ghidei Biidu, Second Vice-Chair of ECRI

Declaration

- Jean Paul Lehnens, Chair of ECRI – ECRI's Roadmap to Effective Equality

Closing words

- Frédéric Potier, Interministerial Delegate for the Fight against Racism, Antisemitism and LGBT Hatred, France
- Snežana Samardžić-Marković, Director General of Democracy, Council of Europe



Jeudi 26 septembre 2019 - Thursday, 26 September 2019

Ouverture - Opening session

**Welcoming words by
Jean-Paul Lehnens,
Chair of ECRI**



Ladies and gentlemen, distinguished guests, honourable colleagues and dear friends,

As the 8th Chair of the European Commission against Racism and Intolerance, it is my great pleasure to welcome you and to open this landmark event. 25 years of common work for equality by ECRI, the member states and other stakeholders is really something to celebrate. I thank the member states for conceiving ECRI and I wish ECRI a very happy birthday!

I am delighted that so many of you have come from all corners of Europe, and from such diverse backgrounds, to share our experiences of the past and to explore the challenges of today and tomorrow. For making all this possible and for hosting our conference, I warmly thank the French authorities, in particular the Secretary of State, *Madame Amélie de Montchalin*.

Our topic today is a most important one, but also a painful one. The roots of racism go far back in human history. The period of colonial conquests and oppression and the slave trade were deeply intertwined with notions of racial superiority. The 20th century was marked by growing antisemitism, the horrors of the Holocaust, exclusion and abuse of Roma and Travellers, and genocide in Srebrenica - a tragic reminder that Europe is still not immune to the most extreme and violent forms of racism. Intolerance towards LGBTI people is also a troubling feature of our times.

Racism and intolerance are not only a problem for members of the vulnerable groups affected, but an overall threat to democracy and political stability, and to peace and security for everyone. During its 25 years of work, ECRI has continued to remind all Council of Europe member states of this danger and worked with them to fight these phenomena.

Indeed, ECRI has been very busy. Since 1994, ECRI has completed five country monitoring cycles and has adopted and published more than 200 country monitoring reports. It has drafted and published 16 General Policy Recommendations (GPRs), which are addressed to the authorities of all member states providing guidelines in various fields, such as combating hate speech, combating intolerance and discrimination against Muslims, the fight against antisemitism, and on equality bodies to combat racism and intolerance at national level.

In addition to its prolific output, ECRI's achievements can be measured in numerous success stories. Almost all member states now have comprehensive anti-discrimination legislation. A growing number of countries have also taken important steps to bring their legislation on combatting hate crime in line with European and international standards. And virtually all member states have one or more equality bodies, which play an essential role in achieving equality and combating racism and intolerance.

Despite these milestones, there is still a long way to go. Old forms of racism and intolerance still exist and new ones, or new manifestations, continue to arise and surprise. We know that the Internet has the potential for both great good and great harm. And technology experts predict that the rate of adoption of artificial intelligence and machine learning will skyrocket in the next two years. This too will bring tremendous benefits but also risks, such as unintended discrimination. While we must keep up with the modernising world around us, we must remain as vigilant now as 25 years ago.

This conference will examine the past, explore the present and look to the future. We are on the road to effective equality, but it's a long and winding road with many bumps and potholes along the way. As leaders in the field of equality, it is our duty to find solutions, to smooth out the path and make the ride easier for everyone.

At the end of the conference tomorrow, ECRI will share with you its "Roadmap" for future work and main priorities. This represents a commitment from ECRI to continue its course and a call to member states and stakeholders to take part in the journey.

I will end these short opening words with special thanks to the members of ECRI, both past and present. There have been a great many, coming from all 47 member states - in fact more than 160 over the 25 years. Without their devoted service, untiring enthusiasm and passion for equality, we would not be here today and Europe might be a very different place.

Thank you.

**Déclaration liminaire de
Amélie de Montchalin,
Présidente du Comité des Ministres
du Conseil de l'Europe,
Secrétaire d'Etat auprès du
Ministre de l'Europe et des Affaires
étrangères,
Chargée des Affaires européennes,
France**



Monsieur le Président de l'ECRI,
Monsieur le Président de la Cour, Madame la Vice-Présidente de l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe,
Monsieur le Défenseur des droits,
Monsieur le Président de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un immense plaisir d'être présente parmi vous pour lancer, au nom de la
présidence française du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, cette conférence
célébrant le 25^{ème} anniversaire de la Commission européenne contre le racisme et
l'intolérance.

La tâche qui vous attend et qui occupera vos débats et travaux n'est pas des moindres :
dresser le bilan de 25 années de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et l'intolérance, et
identifier collectivement les défis pour l'avenir.

L'idée européenne, notre identité, ce qui nous rassemble, c'est un projet et des valeurs. Un
projet humaniste et égalitaire, fondé sur la dignité inhérente de toute femme, tout homme,
tout enfant.

Et ce sont justement ces valeurs qui ont conduit à la création du Conseil de l'Europe, après
une guerre qui les avaient bafouées jusqu'à l'indicible. Pour les protéger et les garantir de
manière durable pour tous les citoyens européens.

En 1993, les chefs d'Etat et de gouvernement qui le composent ont pris conscience d'un nouveau défi posé à ces valeurs : les discours de haine, de racisme, d'intolérance et d'antisémitisme, qui sont la négation de cette identité de valeurs. Ils entraînent une division, une fragmentation de nos sociétés qui alimente les tensions et sape les bases de nos démocraties. Au cœur des missions de l'ECRI, cette prise de conscience : la protection formelle des droits des citoyens n'est pas suffisante, s'ils subissent des discriminations au quotidien.

Dès lors, se battre pour protéger ceux qui sont attaqués, c'est protéger chacun d'entre nous. C'est le sens de l'engagement des membres de la Commission depuis sa création, que je tiens à saluer, car il a permis d'inciter les Etats membres à renforcer leur action et leurs cadres juridiques pour lutter contre toutes les formes de discrimination.

Votre combat est plus que jamais à poursuivre face à la montée de l'intolérance et des discours de haine à l'ère numérique. Elles mettent au défi les défenseurs des droits que nous sommes, en Europe et dans le monde.

Nous devons d'abord montrer à nos concitoyens que les normes très avancées que nous avons définies ensemble sont réellement mises en œuvre, qu'elles les protègent au quotidien. C'est essentiel. Cela passe en premier lieu par le respect et l'application effective de la Convention européenne des droits de l'Homme à laquelle veille notamment la Cour. Je veux insister ici sur la nécessité de la mettre pleinement en pratique dans les politiques de nos Etats. Ici, l'ECRI a un rôle essentiel à jouer pour guider et inciter les Etats membres.

L'autre conviction de la France, et de notre présidence, c'est que nous devons tout faire pour lutter contre les discours de haine en ligne. C'est le premier axe de notre plan d'action national. Les parlementaires français, en particulier Laetitia Avia que je veux saluer ici, se sont saisis il y a quelques mois d'une proposition de loi sur les contenus haineux. Elle comporte notamment l'obligation pour les plateformes et moteurs de recherche de retirer ces contenus dans un délai de 24 heures. C'est un combat que nous portons également au niveau de l'Union européenne. La France est très engagée à faire aboutir le projet de règlement qui nous permettra le retrait des contenus faisant l'apologie du terrorisme dans un délai d'une heure

Qu'avons-nous fait de cette présidence du comité des ministres du Conseil de l'Europe pour garantir que ce combat pour l'égalité et le vivre-ensemble sera mené avec encore plus de force ?

Nous avons dédié tous ces mois, à vos côtés, à faire évoluer notre institution pour nous adapter à ces nouveaux défis. Plusieurs initiatives ont été lancées. Je tenais à mentionner tout particulièrement notre proposition de création d'un observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe. L'enseignement de l'histoire, c'est la formation des consciences collectives. Selon que l'on apprenne l'histoire de la guerre ou l'histoire de la réconciliation, nos enfants feront la guerre ou feront la paix. Cet observatoire est une chance, et une responsabilité, pour contribuer à former une génération de paix qui perpétuera nos valeurs communes. Il permettra de travailler ensemble sur la façon dont notre passé, à la fois singulier et commun, est enseigné, pour faire de nos écoles le premier vecteur de lutte contre le racisme, l'intolérance et l'antisémitisme.

Lutter contre les violences à l'égard des femmes, c'est aussi la priorité de cette présidence, et elle doit rester celle du Conseil de l'Europe. Cela passe par l'universalisation de la convention d'Istanbul.

La mise en œuvre concrète de ces valeurs et de ces combats ne serait pas possible sans les institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme et les défenseurs des droits de l'Homme. Il n'y a jamais trop de portes auxquelles sonner pour nos concitoyens lorsqu'ils estiment que leurs droits ne sont pas protégés.

La route vers une égalité effective dans nos 47 pays reste longue, pour reprendre le sujet de vos échanges. Mais je suis convaincue qu'ensemble, par le Conseil de l'Europe, par l'ECRI, par la Cour, et par les institutions nationales, nous pourrons continuer de progresser vers des sociétés plus fortes et plus inclusives.

Je vous souhaite à toutes et à tous des échanges productifs et concrets, et vous remercie au nom de tous les citoyens du Conseil de l'Europe de votre engagement à leur service.

**Déclaration liminaire de
Gabriella Battaini-Dragni,
Secrétaire Générale adjointe,
Conseil de l'Europe**



Madame la Présidente du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,
Madame la Secrétaire d'Etat,
Monsieur le Président de la Cour européenne des droits de l'homme,
Madame la Vice-Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe,
Madame la Commissaire aux Droits de l'Homme,
Monsieur le Président de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,

Cet après-midi, nous avons le plaisir de célébrer le 25^{ème} anniversaire de l'ECRI. Je suis sûre que chacun et chacune a été – comme je l'ai été moi-même – impressionné par l'étendue des réalisations de l'ECRI, que M. Lehnert vient de partager avec nous.

Ces succès témoignent des efforts et de l'énergie déployés par les membres de l'ECRI au cours de ces vingt-cinq dernières années et de la portée considérable de ses activités.

Dans le droit fil du titre de cette Conférence qui se veut tourner vers l'avenir, j'aimerais évoquer ici les nouvelles tendances auxquelles l'Europe est confrontée aujourd'hui en matière de discrimination et d'intolérance, ainsi que les raisons pour lesquelles l'ECRI est bien placée pour y répondre.

Pour cela, je commencerai par expliquer brièvement l'origine de cette importante Commission et son évolution au fil du temps.

Ceux d'entre nous qui travaillaient déjà pour le Conseil de l'Europe il y a 25 ans se souviendront du climat politique régnant alors en Europe. A l'époque, la résurgence du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme avait entraîné une augmentation des actes de violence – notamment contre les migrants et les personnes issues de l'immigration, suscitant l'inquiétude générale. De nombreux dirigeants européens – dont François Mitterrand, Vaclav Havel et Helmut Kohl – avaient exprimé leur forte préoccupation.

C'est pourquoi, à Vienne, en octobre 1993, le Premier Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de l'Europe avait adopté la Déclaration de Vienne et son Plan d'action qui invitait les membres de l'Organisation à se mobiliser contre toute forme de discrimination fondée sur la race, l'origine nationale ou ethnique, et à lutter contre la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance.

Un an après, l'ECRI devenait opérationnelle en tant qu'organe spécialisé de suivi qui aiderait les Etats membres à faire face à ces défis ; depuis, sa réputation n'a cessé de s'étendre à mesure que se renforçaient son expertise et son indépendance : la Commission est désormais la référence paneuropéenne par excellence, dans son domaine, ce qui lui a permis, depuis 2013, de traiter également l'intolérance fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

Cette évolution s'est fondée sur les résultats déjà obtenus par l'ECRI permettant, dans les Etats membres, une meilleure compréhension des différentes formes de discrimination et d'intolérance, leur impact sur la vie des gens, ainsi que la capacité de l'ECRI et du Conseil de l'Europe à aider les autorités nationales à mettre fin à ces injustices.

Tenant compte de ces résultats, les ministres des Affaires étrangères de nos 47 Etats membres, lors de la session ministérielle du Conseil de l'Europe qui s'est tenue en mai dernier à Helsinki, ont réaffirmé l'importance de l'égalité dans des sociétés démocratiques fondées sur le pluralisme, la tolérance et l'ouverture d'esprit.

Leur Déclaration a rappelé qu'ils ont pour mandat de défendre et diffuser les valeurs de liberté et de dignité humaine pour chaque individu, sans discrimination.

Cette Déclaration est arrivée à point nommé, étant donné la résurgence d'un populisme xénophobe et d'un nationalisme exacerbé à laquelle nous avons assisté dans certaines parties de l'Europe ces dernières années, et qui souvent entraîne l'intolérance envers les minorités.

La Déclaration d'Helsinki reflétait aussi la prise de conscience que la lutte contre la discrimination est un combat constant qui doit impérativement s'adapter aux nouveaux défis émergents, ce qui inclut également l'impact des nouvelles technologies.

En effet, la haine, les préjugés et l'incitation à la violence peuvent tout à fait changer de forme – et l'ECRI doit faire preuve d'autant de souplesse dans sa réponse.

Ces dernières années, nous avons vu le déferlement des discours de haine – en particulier en ligne – et les conséquences terribles que cela peut avoir pour les personnes.

Mais nous avons également vu la capacité de l'ECRI à réagir, en particulier par le biais de sa Recommandation de politique générale n° 15, une recommandation novatrice qui expose toute une série d'approches grâce auxquelles les Etats membres peuvent prévenir les discours de haine et y répondre.

L'intelligence artificielle ouvre aussi la voie à de nouvelles formes de discrimination – par exemple du fait des biais inhérents aux algorithmes ; or, le rôle de l'intelligence artificielle ne fera que croître dans les années qui viennent, sous des formes que nous ne pouvons pas encore imaginer.

Il nous faut par conséquent des lignes directrices et des limites pour que cette évolution se fasse au bénéfice de tout un chacun et ne lèse personne. Le Conseil de l'Europe mène déjà des travaux novateurs dans ce domaine et je sais que l'ECRI peut y contribuer.

Y a-t-il d'autres domaines que l'ECRI devrait traiter ?

J'attends avec beaucoup d'intérêt les suggestions et les idées qui seront émises dans le cadre de cette Conférence. Nous pouvons sans aucun doute changer certaines choses au niveau structurel dans notre Organisation pour aider l'ECRI dans son aspiration à l'égalité.

D'ailleurs, nous travaillons actuellement à renforcer nos structures intergouvernementales. En effet, les défis actuels ne peuvent être seulement surmontés par l'adoption d'une loi ou la signature d'une convention. Des changements de mentalités, un engagement politique authentique et une coopération au niveau européen sont également nécessaires afin de donner plein effet à la Déclaration d'Helsinki de mai dernier.

Un nouveau comité intergouvernemental qui serait mandaté de guider et soutenir les efforts de nos Etats membres, de permettre des échanges de vues thématiques, de renforcer l'examen des expériences et de bonnes pratiques entre pairs et d'assurer une mise en œuvre efficace des recommandations de l'ECRI serait un pas significatif et concret pour épauler les gouvernements dans leurs efforts de combattre la discrimination et l'intolérance.

Il est encourageant pour nous de voir que les Etats membres soutiennent fortement l'idée de mettre en œuvre une telle tribune qui permettra aux gouvernements d'élaborer des solutions politiques communes aux problèmes identifiés par l'ECRI et qui servirait à mettre en œuvre ses recommandations et contribuerait à renforcer son impact sur le terrain.

Les vingt-cinq années d'existence de l'ECRI nous ont donné de nombreuses raisons de célébrer aujourd'hui ses succès. Son approche, à la fois critique et constructive, a permis d'améliorer et de rendre plus juste la vie de nombreux citoyens de notre continent.

Je sais que l'ECRI a l'intention de faire encore davantage dans les années qui viennent et, avec l'engagement de nos Etats membres et d'autres partenaires, nous la soutiendrons dans cette voie.

Merci.

La perspective de la Convention européenne des droits de l'homme

**Linos-Alexander Sicilianos,
Président de la Cour européenne
des Droits de l'Homme**



Version longue destinée à la publication

Madame la Ministre,
Madame la Présidente de l'Assemblée parlementaire,
Madame la Secrétaire Générale adjointe,
Monsieur le Président de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance,

Je voudrais tout d'abord remercier les autorités françaises sous les auspices desquelles est organisée cette conférence de haut niveau destinée à marquer le 25^{ème} anniversaire de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, que nous désignons tous sous l'acronyme ECRI.

Outre celui de l'ECRI, l'année 2019 marque d'ailleurs deux anniversaires importants : les 70 ans du Conseil de l'Europe, bien sûr, mais aussi les soixante ans de la Cour Européenne des droits de l'homme.

Depuis 25 ans, l'ECRI, au moyen de recommandations de politique générale et grâce à des missions de monitoring dans les États membres du Conseil de l'Europe, a permis de faire progresser la lutte contre le racisme, contre les discriminations, et toutes les formes d'intolérance.

Depuis 60 ans, la Cour de Strasbourg, quant à elle, protège les droits de l'homme sur le continent européen et condamne toute forme de discrimination.

Ces anniversaires ne doivent jamais être tournés vers le passé, mais s'ils nous permettent de mesurer le chemin parcouru, ils ont aussi pour but de tracer des pistes pour le futur. S'agissant de nos deux institutions, ils témoignent également de la complémentarité de nos actions.

C'est donc pour moi un grand plaisir d'introduire ces échanges qui, je l'espère, nous permettront de partager nos expériences et nos ambitions dans la lutte contre le racisme et l'intolérance.

A l'instar de la Cour, l'ECRI lutte, depuis sa création, contre toutes les formes de discrimination et elles sont nombreuses. Mais, à l'occasion de cette conférence, vous avez choisi de porter votre attention sur deux sujets spécifiques particulièrement importants qui sont, d'une part, l'inclusion dans la société des personnes exposées au racisme et à l'intolérance en raison de leur appartenance réelle ou supposée à un groupe, d'autre part, les risques que font courir, dans ce domaine, les nouvelles technologies et notamment internet. Notre Cour a, d'ores et déjà, été confrontée à cette double problématique.

Certes, la question des discriminations est vaste et nombreuses sont les personnes susceptibles d'être discriminées pour une autre raison que celle liée à leur origine, leur race ou leur religion. Notre jurisprudence est particulièrement abondante, depuis quelques années, dans le domaine de la discrimination que subissent, par exemple, les femmes, les homosexuels ou les handicapés.

Toutefois, et même si l'ECRI s'est également attaquée aux manifestations d'intolérance ou d'exclusion que subissent ces personnes, le sujet qui est le nôtre aujourd'hui est certainement un des plus essentiels.

Je me limiterai donc à ce qui concerne très précisément le thème que vous avez retenu, en vous exposant ce qu'a fait la Cour pour les personnes victimes de racisme afin d'aboutir à leur inclusion durable dans nos sociétés. Il est évident que mon intervention n'a pas pour objectif de vous livrer de manière exhaustive tout ce que la Cour de Strasbourg a accompli en matière de lutte contre les discriminations.

Avant de commencer mon propos, il me paraît nécessaire de rappeler que la Convention européenne des droits de l'homme n'aborde pas directement la lutte contre le racisme et l'intolérance, même si elle vise à prévenir toute forme de discrimination.

Les rédacteurs de la Convention, rappelons-le, y ont consacré un article spécifique : l'article 14. Son libellé a conduit notre Cour à construire une méthode d'examen des discriminations, sur laquelle je voudrais revenir brièvement.

Par rapport aux autres articles de la Convention, l'article 14 occupe une place spécifique dans la mesure où il interdit les discriminations dans la « jouissance des droits et libertés garantis dans la Convention ».

Pour être clair, nous n'appliquons jamais l'article 14 de manière autonome, mais toujours combiné avec une autre disposition de la Convention.

Un autre élément d'interprétation propre à l'article 14 découle du fait qu'il condamne les discriminations et non les distinctions. Ainsi, une différence de traitement entre des individus ou des groupes d'individus n'est pas impossible. Toutefois, elle doit répondre à une justification objective et raisonnable.

Il ne faudrait pas croire pour autant, au vu de ces précisions, que la portée de l'article 14 est limitée. Bien au contraire, sur son fondement, notre Cour a eu l'occasion de condamner de nombreux cas de discrimination, mais toujours en lien avec la violation d'un droit garanti par la Convention.

C'est le cas à chaque fois que des États appliquent un régime particulier à des personnes ou à des groupes du fait de leur origine, ou de leur appartenance à une minorité, qu'elle soit réelle ou supposée (I). C'est ce sur quoi je voudrais m'attarder pour commencer.

Toutefois, l'interdiction de toute forme de discrimination doit aussi s'articuler avec les autres droits garantis par la Convention, dont celui à la liberté d'expression, notamment au regard de l'évolution récente et de l'irruption des nouvelles technologies, en particulier internet, dans nos vies (II). Sur tous ces thèmes, la Cour est interrogée et appelée à prendre position.

D'abord, la lutte contre le racisme et l'intolérance. À cet égard, le premier objectif de la Cour, en complémentarité avec les travaux de l'ECRI, est de promouvoir, autant que faire se peut, l'inclusion au sein de la société des personnes exposées au racisme et à l'intolérance en raison de leur appartenance réelle ou supposée à un groupe.

Un des domaines dans lesquels la Cour a été très active est certainement celui de l'éducation.

La jurisprudence à ce titre est dense et porte, notamment, sur les discriminations à l'encontre des enfants roms.

Dans plusieurs pays, il était d'usage de placer ces enfants, soit dans des écoles ou des classes dédiées, avec un niveau inférieur à celui des autres classes, soit dans des classes pour enfants à besoins particuliers, principalement porteurs de déficiences mentales.

L'ECRI a d'ailleurs été confrontée à cette forme de ségrégation scolaire et a invité les États concernés à prendre des mesures destinées à permettre l'inclusion à court et long terme des minorités nationales.

Pour ce qui concerne la Cour, l'arrêt de principe est l'arrêt D.H. et autres contre République Tchèque de 2007, où la Grande Chambre a jugé discriminatoire le fait de placer des enfants, roms pour la majorité, dans des écoles spéciales, à la suite de tests psychologiques inadaptés à leur origine ethnique. Un certain nombre d'arrêts ont été rendus par la suite sur cette question et des solutions analogues ont été adoptées à l'égard de la Hongrie, de la Croatie et de mon propre pays, la Grèce.

Ce qui s'en dégage correspond parfaitement au thème de votre 3ème session, à savoir comment aboutir véritablement à une société inclusive.

Il est intéressant de noter que, dans l'affaire Sampanis c. Grèce de 2012, la Cour ne s'est pas contentée de conclure à la violation de l'article 14, elle est allée plus loin et a préconisé que ceux des requérants qui étaient encore en âge d'être scolarisés soient inscrits dans une autre école publique et que ceux qui avaient atteint la majorité, puissent aller dans les « écoles de la deuxième chance » ou bien les écoles pour adultes, mises en place par le ministère de l'Éducation.

Au-delà des questions éducatives, s'agissant du sort réservé aux roms, notre Cour est particulièrement vigilante. Il suffit de rappeler les termes de l'arrêt D.H. pour s'en convaincre. La Cour y déclarait : « Du fait de leurs vicissitudes et de leur perpétuel déracinement, les Roms constituent une minorité défavorisée et vulnérable, qui a un caractère particulier (...). Ils ont dès lors besoin d'une protection spéciale ».

Parfois, il faut bien convenir que le sort qui leur est réservé par les autorités comme par la population, va bien au-delà d'une simple différence de traitement, comme dans le domaine de l'éducation que je viens d'évoquer.

Nous sommes alors en présence d'actes graves. Je pense, notamment, aux attaques de villages roms, à la destruction de leurs maisons et de leurs biens. De tels drames se sont déroulés en Roumanie et en Ukraine et ont donné lieu à des constats de violation par notre Cour. Je pense, aussi, aux actes de violence perpétrés par des particuliers à l'encontre de membres de la minorité rom en raison de leur appartenance à ladite minorité.

Depuis le début des années 2000, la Cour s'est attachée, lorsqu'elle était saisie de requêtes portant sur des allégations d'actes ou propos racistes ou discriminants, à vérifier que les autorités nationales avaient bien pris en compte ce mobile lors de leurs enquêtes.

Ce fut le cas, par exemple, dans l'affaire Natchova et autres c. Bulgarie de 2005, qui concernait le décès de deux appelés d'origine rom au cours d'une tentative d'arrestation militaire, et le caractère effectif de l'enquête qui avait été menée ensuite. Sur ce dernier point, notre Cour a conclu à une violation de l'article 14 en combinaison avec l'article 3, jugeant que l'origine rom des requérants avait conduit à des négligences dans l'enquête.

On a également vu, à l'occasion d'une autre affaire, la Cour conclure que le manquement des agents de la force publique à enquêter sur l'hypothèse d'un mobile raciste à l'origine des mauvais traitements subis par le requérant, associé à l'attitude de ces agents durant l'enquête, s'analysait en une discrimination contraire à l'article 14 (interdiction de discrimination) de la Convention combiné avec les articles 3 et 13.

Parfois, c'est l'attitude même des forces de police qui a conduit à des constats de violation. Dans une affaire récente, qui concernait un raid contre la communauté rom mené par 85 policiers et gendarmes, la Cour a constaté la violation de l'article 14 et estimé que les requérants avaient été visés parce que les autorités considéraient les membres de la communauté rom, en général, comme des délinquants. Pour la Cour, il s'agissait d'un profilage ethnique et d'un comportement discriminatoire.

Les constats de violation opérés par la Cour rejoignent souvent les rapports de l'ECRI. Ainsi, il me paraît important de rappeler que, dans l'affaire Bekos et Koutropoulos c Grèce de 2005, la Cour fait une référence explicite à plusieurs rapports faits dans un certain nombre de pays et à d'autres faits en Grèce, s'agissant des actes de violence raciste perpétrés par la police envers les Roms. Je pourrais également citer l'affaire Shashov c. Bulgarie de 2010, dans laquelle la Cour se réfère au 3ème rapport de l'ECRI concernant la Bulgarie dans lequel l'ECRI avait exprimé sa préoccupation quant aux informations selon lesquelles des Roms faisaient l'objet de mauvais traitements de la part des forces de l'ordre, que ce soit lors de l'arrestation, de l'interrogatoire ou pendant la garde à vue.

Mais les roms sont loin d'être les seules victimes de ces mesures ou attitudes discriminatoires ou racistes. C'est pourquoi il est essentiel que le mobile raciste soit toujours pris en compte à l'occasion des enquêtes criminelles. Pour ne citer qu'un exemple d'une large jurisprudence qui consacre ce principe, je m'arrêterai sur l'arrêt B.S. contre Espagne de 2012.

Dans cette affaire, qui portait sur l'arrestation d'une jeune prostituée d'origine nigériane, la Cour a estimé que les juridictions internes n'avaient pas pris en considération la vulnérabilité particulière de la requérante, inhérente à sa qualité de femme africaine exerçant la prostitution et avaient ainsi manqué à leur obligation de prendre toutes les mesures possibles pour rechercher si une attitude discriminatoire avait pu ou non jouer un rôle dans les événements.

Pour la Cour, les autorités doivent toujours s'efforcer d'établir si des sentiments de haine ou des préjugés fondés sur l'origine ethnique peuvent jouer un rôle à l'occasion de tels événements.

À cet égard, je souhaite mentionner l'affaire *Abdu c. Bulgarie*, de 2014, dans laquelle le requérant d'origine soudanaise avait porté plainte pour violence accompagnées d'un mobile raciste. Il me semble important de rappeler que la Cour y fait une référence explicite au 4ème rapport de l'ECRI sur la Bulgarie et s'appuie notamment sur ce rapport pour constater l'absence de mise en œuvre efficace des dispositions réprimant les cas de violences racistes par les autorités bulgares. Elle note, en effet, que l'ECRI a, dans son rapport de 2009, constaté que les plaintes concernant des agressions racistes étaient peu suivies d'effets.

Dans un tout autre domaine, mais qui concerne également la question de l'inclusion des groupes exposés au racisme et à l'intolérance, nous savons tous que le fait de pouvoir participer à un processus électoral, que ce soit comme électeur ou comme candidat, est particulièrement important si l'on veut s'intégrer dans une société.

C'est pourquoi, selon la Cour, l'accès au processus électoral doit être garanti pour l'ensemble des citoyens d'un pays, quelle que soit leur origine ethnique.

Dans l'affaire importante à laquelle je pense, la Cour avait ainsi été saisie par des ressortissants juifs de Bosnie Herzégovine, car la législation de cet État ne leur permettait pas de se porter candidats à la présidence et à la Chambre des peuples de l'Assemblée parlementaire du fait de leurs origines. Ils ne faisaient pas partie de ce que la Constitution appelait les « peuples constituants ».

Dans cette affaire *Sejdić et Finci c. Bosnie-Herzégovine* de 2009, la Cour a reconnu que le système électoral avait été instauré pour garantir le rétablissement de la paix suite au conflit interethnique et que le temps n'était pas encore venu de mettre en place un système majoritaire, qui abandonne l'exercice commun du pouvoir ; pour autant il existait des mécanismes qui n'impliquaient pas nécessairement l'exclusion des communautés n'appartenant pas aux « peuples constituants ».

Il s'agissait donc bien d'un traitement discriminatoire incompatible avec la Convention. La démarche de la Cour est, en l'espèce, clairement inclusive.

Je voudrais maintenant aborder le second temps de mon intervention, qui portera sur l'équilibre très délicat qui doit s'opérer entre le droit à la liberté d'expression protégé par la Convention et le refus des propos racistes ou intolérants.

Débat d'autant plus complexe que les nouvelles technologies viennent soulever des questions inédites. Ce sera d'ailleurs le thème de votre 4ème session intitulée de manière très appropriée « Comment utiliser les opportunités et maîtriser les risques ».

Entre la protection de la liberté d'expression et la prévention du racisme et de l'intolérance, la Cour recherche un juste équilibre.

Pour la Cour, la liberté d'expression, garantie fondamentale dans une société démocratique, n'implique pas que tout propos puisse être prononcé.

Ainsi, la Cour est régulièrement confrontée à des requêtes alléguant d'une violation de la liberté d'expression après que les requérants aient été condamnés pour propos racistes ou incitant à la haine.

De jurisprudence constante, la Cour juge ces requêtes irrecevables pour abus de droit. Les affaires sont nombreuses.

Puisque nous sommes en France, je citerais, à titre d'exemple, la décision Dieudonné M'Bala M'Bala contre France de 2015. Dans cette affaire, le requérant avait tenté de jouer avec le statut de l'artiste pour propager des idées racistes. On se souvient qu'il avait convié un universitaire, condamné en France à plusieurs reprises en raison de ses thèses négationnistes et révisionnistes, à le rejoindre sur scène pour recevoir, dans une mise en scène macabre et de mauvais goût, les applaudissements du public.

La Cour a considéré que la soirée avait perdu son caractère de spectacle de divertissement pour devenir un meeting qui, sous couvert de représentation humoristique, valorisait le négationnisme. Le requérant avait ainsi tenté de détourner l'article 10 de sa vocation en utilisant son droit à la liberté d'expression à des fins contraires au texte et à l'esprit de la Convention. Pour la Cour, il était important de réaffirmer que la Convention européenne des droits de l'homme n'est pas là pour protéger les spectacles négationnistes et antisémites.

De manière générale, la Cour est également attentive à ce que l'équilibre entre liberté d'expression et préservation des autres droits, dont le maintien de l'ordre public et le respect de la vie privée, soit respecté.

Elle porte donc une attention particulière aux affaires qui abordent les problématiques du racisme et de l'intolérance. En effet, la liberté d'expression peut, dans certains cas, être restreinte, en application du § 2 de l'article 10.

Lorsque les propos relèvent du racisme ou de l'intolérance, les États disposent d'une marge d'appréciation permettant de déterminer de telles mesures de restrictions.

Dans plusieurs arrêts, la Cour a jugé que l'ingérence dans le droit à la liberté d'expression pouvait raisonnablement être considérée comme nécessaire, dans une société démocratique, à la préservation de l'ordre public. C'est le cas de l'arrêt Féret contre

Belgique, de 2009, suite à la condamnation du requérant pour incitation à la discrimination raciale dans un tract diffusé lors d'une campagne électorale.

Dès 1994, dans l'arrêt *Jersild* contre Danemark, la Cour a eu à se prononcer sur la différence entre la nécessaire information du public et la propagation des idées et opinions racistes. Il s'agissait ici de la diffusion d'un reportage contenant des extraits d'un entretien avec trois membres d'un groupe de jeunes, se dénommant les « blousons verts » et s'exprimant de manière injurieuse et méprisante à l'égard des immigrés et des groupes ethniques établis au Danemark. Le journaliste à l'origine du reportage avait été condamné. Or, il n'avait pas tenu lui-même les propos, mais avait diffusé l'entretien, dans un objectif d'information du public. Pour la Cour, la condamnation constituait une ingérence disproportionnée à la liberté d'expression et d'être informé.

Plus récemment, la question de l'accès international aux médias s'est posée. Dans l'affaire *Williamson* contre Allemagne du 8 janvier 2019, un évêque allemand avait été condamné pénalement pour incitation à la haine en raison de propos négationnistes tenus sur une chaîne de télévision suédoise. Pour lui, le droit allemand n'était pas applicable à ses propos car l'infraction avait été commise non en Allemagne mais en Suède, pays où un tel discours n'était pas pénalement répréhensible. La Cour a estimé la requête irrecevable, pour abus de droit.

Si ces jurisprudences sont désormais traditionnelles, leur mise en œuvre est aujourd'hui rendue plus délicate du fait de la prolifération de discours de haine, à l'aide, notamment des nouvelles technologies. Ces dernières renouvèlent complètement la problématique de la diffusion de propos racistes ou intolérants, et questionnent de ce fait la jurisprudence de la Cour.

Elles constituent à la fois un outil sans précédent d'exercice de la liberté d'expression, où chacun peut s'exprimer librement, mais souvent de manière anonyme.

Ce dernier point est important car cet anonymat permet aussi la diffusion de propos racistes, diffamatoires ou haineux, de manière large et instantanée.

Les politiques sont invités à apporter des réponses à ces nouvelles questions. Dans nos démocraties, attachées à la liberté d'expression, les solutions ne sont pas simples à trouver.

La Cour européenne des droits de l'homme, ces dernières années, a eu à connaître de requêtes portant sur l'usage des nouvelles technologies et qui s'inscrivait dans la problématique que je viens de décrire.

Ainsi, la Cour a été plusieurs fois confrontée à la diffusion de propos racistes sur les médias audiovisuels. Ces derniers, du fait de leur facilité d'accès et de leur large diffusion, peuvent contribuer à la propagation d'images et de propos racistes ou intolérants à une large échelle. Cela est d'autant plus accentué par la multiplicité des chaînes disponibles, l'internationalisation de l'information, et les chaînes d'informations en continu.

Il est clair que le développement d'Internet et des réseaux sociaux accroît les possibilités de propos racistes ou discriminants.

Depuis quelques années, la Cour a été saisie de plusieurs requêtes relatives à des propos tenus sur des sites internet et des blogs.

Ainsi, en 2018, elle a eu à se prononcer sur des propos publiés sur un blog, ce mode de communication qui s'est considérablement répandu et qui ouvre parfois la voie à bien des dérives. Cette affaire, Nix contre Allemagne, concernait la condamnation du requérant, pour avoir publié sur son blog l'image de Himmler et un svastika. Il voulait protester contre la discrimination supposée de l'école et des agences pour l'emploi à l'égard des enfants issus de familles de migrants.

Pour la Cour, même si le requérant n'avait pas voulu propager une idéologie autoritaire, il avait toutefois contrevenu à la loi, qui réprime l'utilisation de symboles d'organisation inconstitutionnelle. La requête fut jugée irrecevable pour défaut manifeste de fondement.

La possibilité de poster des commentaires sur des sites internet et sur des blogs pose incontestablement de nouvelles questions pour la Cour.

L'affaire Delfi contre Estonie, qui traite de la question de la liberté d'expression dans le contexte du numérique, est l'affaire de référence. Elle témoigne de l'émergence de ces contentieux nouveaux qui nous parviennent, souvent liés aux nouvelles technologies ou aux progrès scientifiques. Elle a été la première dans laquelle la Cour a été appelée à examiner la responsabilité d'un portail d'actualités sur Internet en raison des commentaires laissés par les internautes.

Deux réalités contradictoires étaient au cœur de l'affaire : d'une part les avantages d'Internet que nous connaissons tous, notamment le fait qu'il constitue un outil sans précédent d'exercice de la liberté d'expression, d'autre part les risques qu'il présente, en particulier le fait qu'il permette que des propos haineux ou appelant à la violence soient diffusés dans le monde entier, en quelques secondes, et demeurent parfois en ligne indéfiniment. C'est exactement ce dont nous parlons aujourd'hui.

La requérante se plaignait que les juridictions nationales l'aient jugée responsable des commentaires injurieux laissés par ses visiteurs.

Pour trancher cette affaire, notre Cour a attaché un poids particulier à la nature extrême des commentaires et au fait que Delfi était un portail d'actualités exploité à titre commercial ; ensuite, elle a tenu compte de ce que Delfi n'avait pas assuré la possibilité de tenir les auteurs des commentaires responsables de leurs propos. Enfin, elle a noté que les mesures prises par Delfi pour empêcher la publication de commentaires diffamatoires ou retirer sans délai de tels commentaires après leur publication avaient été insuffisantes. La décision des juridictions estoniennes de tenir Delfi pour responsable a donc été considérée comme justifiée et ne constituant pas une restriction disproportionnée de son droit à la liberté d'expression.

Je ne doute pas que cette jurisprudence puisse servir de base à la discussion qui aura lieu demain lors de votre 4^{ème} session.

Mesdames et Messieurs,

Le temps qui m'est donné ne me permet pas d'être exhaustif tant les exemples d'arrêts relatifs à la lutte contre le racisme et l'intolérance sont nombreux. J'aurais pu mentionner d'autres arrêts, d'autres États concernés, d'autres situations...

Si ces dernières années, la jurisprudence de la Cour est allée plus loin dans le domaine qui nous occupe aujourd'hui, c'est notamment grâce aux très importants travaux de l'ECRI, qui sont devenus des outils de référence incontournables pour les juges de Strasbourg.

À l'heure où l'ECRI fête ses vingt-cinq ans, le contexte politique au sein des États-membres du Conseil de l'Europe, la montée du discours de haine et du discours populiste, le rôle de plus en plus important joué par les nouvelles technologies me conduit à penser que nous allons vivre des temps difficiles.

J'ai la conviction que les travaux de l'ECRI nous seront plus que jamais nécessaires afin de préserver les droits fondamentaux et lutter contre toutes les formes de discrimination.

Quant à la Cour européenne des droits de l'homme, soyez certain qu'elle prendra toute sa part dans ce combat.

Je vous remercie.

La perspective de l'Assemblée parlementaire

**Nicole Trisse,
Vice-Présidente de l'Assemblée
parlementaire et Présidente de la
délégation française à l'Assemblée
parlementaire, Conseil de l'Europe**



Monsieur le Président de l'ECRI,
Mme la Secrétaire Générale,
Mme la Secrétaire d'Etat,
Monsieur le Président de la Cour,
Mesdames et Messieurs,

Cette conférence de haut niveau, organisée dans le cadre de la Présidence française du Comité des Ministres, nous offre l'opportunité non seulement de célébrer un anniversaire important - les 25 ans d'une activité intense qui a permis à l'ECRI de s'affirmer en tant que référence incontournable en Europe en matière de lutte contre le racisme et l'intolérance - mais également celle de réfléchir ensemble sur la direction que cette lutte doit prendre.

Cet événement nous invite ainsi à nous projeter vers le futur, à discuter des nouvelles stratégies pour mieux lutter contre ces fléaux, ainsi qu'à identifier des réactions adaptées pour répondre efficacement aux défis d'aujourd'hui et de demain posés, entre autres, par les nouvelles technologies. C'est une responsabilité et un défi que je relève au nom de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, que j'ai l'honneur de représenter aujourd'hui.

Notre contribution à cette réflexion commune s'inscrit dans le cadre de la coopération fructueuse qui s'est instaurée dès le début entre l'ECRI et l'Assemblée parlementaire.

D'une part, le suivi constant et minutieux de la situation dans les Etats membres du Conseil de l'Europe effectué par l'ECRI en matière de racisme et de toutes les formes d'intolérance nous fournit des précieux éléments d'information et d'évaluation. D'autre part, l'Assemblée attache une importance entière aux indications contenues dans les Recommandations de politique générale, auxquelles elle apporte son total soutien.

Mais quelles démarches pourrions-nous prendre pour améliorer notre coopération ?

Tout d'abord, une première étape consisterait – pour nous parlementaires – à améliorer le suivi de vos Recommandations.

Au début de cette année, l'Assemblée a en effet adopté une Résolution sur « Améliorer le suivi des recommandations du CPT : renforcer le rôle de l'Assemblée parlementaire et des parlements nationaux », qui a pour but de relancer et de renforcer le soutien de l'Assemblée et des parlements nationaux au travail du Comité pour la Prévention de la Torture. Je suis convaincue que cela devrait s'appliquer également à l'action de l'ECRI. Les parlements nationaux ont de fait un rôle crucial à jouer, à la fois en tant que législateurs, mais aussi en tant qu'organe de contrôle de leurs gouvernements. Ainsi, j'exprime le souhait que notre Assemblée examine de près cette question dans les mois à venir.

Deuxièmement, vous le savez, une prise de conscience du rôle et des responsabilités des responsables politiques en matière de lutte contre l'intolérance et plus particulièrement contre le discours de haine s'est progressivement instaurée au cours des dernières années au sein de l'Assemblée. Nous devons ainsi continuer dans cette direction et intensifier – avec votre soutien – ce travail, y compris dans le cadre des activités de notre Alliance parlementaire contre la haine. Vous le savez, les activités de cette Alliance, à Strasbourg, comme dans plusieurs parlements nationaux, se sont fortement basées sur les travaux de l'ECRI et sur des échanges de vue réguliers avec ses membres. Je sais pouvoir compter sur cette coopération étroite et constructive dans les 25 années à venir.

Mesdames et Messieurs,

Notre Assemblée est prête à jouer pleinement son rôle. De même, nous nous attendons que deux autres pistes de réflexion soient explorées et laissées à votre appréciation.

La première est une recommandation qui a été mise en évidence dans notre récente Résolution sur « Le Rôle et responsabilité des dirigeants politiques dans la lutte contre le discours de haine et l'intolérance ». Cette Résolution se conclut précisément par une référence au 25^{ème} anniversaire de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, que nous célébrons aujourd'hui. L'Assemblée estime que cet anniversaire « est une bonne occasion de mettre à jour la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste, d'y inclure des mesures en cas de violation de celle-ci, et de la relancer ». La Charte est un outil important, mais qui date néanmoins d'une vingtaine d'années et devrait donc être mise à jour. Il serait souhaitable que son champ d'application ne couvre pas uniquement le racisme, mais également les différentes formes d'intolérance qui affligent l'Europe. Il importe en même temps que l'application de la Charte soit assurée par des mesures adéquates en cas de non-respect.

En deuxième lieu, je pense que pour lutter plus efficacement contre ces fléaux et aussi renforcer notre action en tant que parlementaires, il serait souhaitable de pouvoir compter sur un partenaire au niveau intergouvernemental. Ce partenaire, je pense, aiderait également l'ECRI au niveau de la mise en œuvre de ses recommandations. Tout le monde serait ainsi gagnant.

Mesdames et Messieurs,

Avant de conclure, permettez-moi de souligner que la capacité de l'ECRI à évoluer et à s'adapter continuellement aux nouveaux défis de nos sociétés est bien connue. Je salue, entre autres, le fait que l'homophobie et la transphobie entrent désormais dans le mandat de cet organisme. Je tiens à rappeler que le Conseil de l'Europe a renforcé aux cours des

dernières années son engagement dans la lutte contre une autre forme d'intolérance et de discrimination, à savoir le sexisme. Il s'agit d'une menace parfois évidente, mais parfois beaucoup plus subtile se cachant souvent presque imperceptiblement dans notre langage et nos habitudes, et venant ainsi s'ajouter de manière transversale à toutes les autres formes d'intolérance. L'Assemblée parlementaire a affirmé son ferme engagement dans la lutte contre tout acte de sexisme à travers son initiative #PasDansMonParlement, pour laquelle je ne doute aucunement de votre soutien.

Mesdames et Messieurs,

Pour les mois et années à venir, je reste confiante dans une coopération fructueuse et encore plus étroite entre nous toutes et tous dans la lutte contre ces défis.

Permettez-moi, dans ce contexte, de vous assurer du plein soutien de l'Assemblée à vos travaux.

Je vous remercie de votre attention.

1ère session – Bilan après 25 ans : gagnons-nous ou perdons-nous la lutte pour l'égalité ?

1st session – Reality check after 25 years: Are we winning or losing the struggle for equality?

**Konstantinos Tsiaras,
Minister of Justice,
Greece**



Distinguished members of the Conference,

I would like first of all to stress how pleased I am to be able to attend this High-Level Conference for the 25th anniversary of ECRI. I would also like to pay tribute to the tremendous achievements of ECRI in countering racism, discrimination and intolerance. We have supported ECRI's work from the beginning and we welcomed, during those years, the 5 Reports of ECRI on Greece, no matter how harsh they may have been, as constructive criticism, to help us in our common struggle for the protection of human rights.

Human rights are the core of human existence and have a vital role in every modern democracy. In our country, despite the deep economic crisis that severely affected our society, the protection of human rights remained a top priority. For each and every person, for any minority, for any vulnerable group that needs support.

In particular, over recent years, further steps have been taken and new robust legislative tools have been introduced in order to strongly support the principle of equal treatment irrespective of race, color, national or ethnic origin, descent, religion or belief, disability or chronic illness, age, marital or social status, sexual orientation, gender identity or characteristics in the field of work and employment, in access to work and employment.

On that framework, the legislation to tackle racism and discrimination was further updated and strengthened. Access to Justice, particularly for the weakest members of our society, has been significantly improved.

Ladies and gentlemen,

Besides the deep financial and fiscal crisis that we are leaving behind, Greece has been experiencing for many years a strong migratory pressure due to its geographic position at the external border of the EU, its extensive land and sea borders, and its proximity with countries of origin and transit of irregular migration.

As a result, ultranationalist movements took advantage of both the simultaneous economic and migration crisis in order to escalate hate speeches and acts of violence. However, the Greek society disapproved them since far-right extremists were politically defeated in the latest elections of July 2019.

It is a fact that our new government has to take further steps in order to eliminate fear and hate and to further tackle discriminatory actions. Therefore, we should further promote the compliance and coordination with the directives and standards of the EU, the UN and the Council of Europe and revise effectively our action plans

- for the protection of children's rights,
- for persons with a disability
- for victims of violence, and
- for legal aid to the less privileged.

I would like now to conclude my statement, thus allowing more time for an interactive debate. I am looking forward to a lively and in-depth discussion with the distinguished members of this panel, under your supervision, Mr Lehnert and I wish to assure you that the concluding remarks will be treated as a matter of priority for the New Greek Government.

**Sam Tanson,
Ministre de la Culture,
Ministre du Logement,
Ministre de la Justice,
Luxembourg**



Mesdames, Messieurs,
Chè·e·s ami·e·s,

Il y a 25 ans, au moment de la Déclaration de Vienne en 1993, il régnait un esprit d'optimisme indéniable en Europe, déclenché par la fin de la Guerre froide : la fin de la division de l'Europe et l'engagement de tous les pays européens – à l'ouest comme à l'est de Vienne – pour la démocratie, l'universalité et l'indivisibilité des droits humains et l'Etat de droit semblaient esquisser un avenir paisible et plein d'espoir.

En même temps, la Déclaration de Vienne reconnut les dangers des ambitions territoriales, de la résurgence d'un nationalisme agressif, de l'intolérance ou des idéologies totalitaires – faisant référence aux peuples de l'ex-Yougoslavie plongés dans la haine et la guerre. Six mois plus tard commença le pire génocide de la dernière génération, au Rwanda. En 1995, des milliers d'hommes et de garçons furent massacrés à Srebrenica : avec la « résurgence d'un nationalisme agressif », le spectre de génocide était de retour en Europe, après moins d'un demi-siècle de paix.

Alors qu'on aurait pu croire qu'elle allait à contre-courant d'un optimisme que nous associons à présent – trop facilement peut-être – avec les années 90, la création de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance était aussi un acte visionnaire et nécessaire.

Pour le Luxembourg, les droits de l'homme sont universels, indivisibles, et inaliénables : tout être humain naît avec ces droits, qui représentent le fondement même de toute société juste, équitable et apaisée. Les droits humains sont un système normatif complexe pour

assurer la protection de la dignité humaine, pour préserver la démocratie, et pour garantir la primauté du droit.

C'est pourquoi je tiens à réaffirmer ici devant vous notre attachement inébranlable à un système multilatéral efficace avec, en son centre, le Système des Nations Unies, plus important que jamais pour préserver la paix et la sécurité internationales et assurer un développement durable pour tous, reposant sur le respect et la protection des droits de l'Homme. Le Conseil de l'Europe joue un rôle essentiel au niveau régional et l'ECRI est l'un de ses principaux outils pour rappeler aux Etats membres leurs obligations en matière de lutte contre toutes les discriminations.

Pour être efficace, la lutte contre toutes les exclusions doit passer par une volonté franche de changement, qui requiert un très haut degré d'introspection et d'ouverture. Je voudrais revenir ici sur quelques dossiers en matière de lutte contre les discriminations qui figurent pour le moment à l'agenda politique du Luxembourg :

1. La présidence IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance) du Luxembourg

Le Luxembourg assure en ce moment la présidence de l'IHRA, créée en 1998 et fondée sur l'idée du développement de l'éducation sur l'histoire de l'holocauste dans le monde entier. Aujourd'hui, l'IHRA comprend 33 pays membres, et 8 partenaires internationaux permanents, dont notamment les Nations Unies, l'UNESCO et l'Union européenne.

Au Luxembourg, la thématique de la shoah fait l'objet d'un intérêt grandissant depuis quelques années de la part de l'opinion publique et des chercheurs. La mise en réseau des pays membres de l'IHRA a fortement contribué à ce que le Luxembourg en réévalue son approche.

La sensibilisation par l'éducation notamment aux nouvelles formes d'antisémitisme et face aux théories de complot est très importante.

2. La promotion de la lutte contre l'antisémitisme par la Commission européenne

Sur le même sujet la Commission européenne a d'ailleurs mis en place un groupe de travail sur demande du Conseil Justice Affaires intérieures, qui se concentre notamment sur les thèmes de la sécurité de la communauté juive, de l'éducation à l'holocauste, de la mémoire des victimes de la Shoah, et de la collecte des données, et dont le but est le développement d'une stratégie destinée à prévenir et à lutter contre toutes les formes d'antisémitisme.

Or d'autres groupes vulnérables sont la cible d'attaques systématiques au sein de l'espace du Conseil de l'Europe : les femmes, les Roms, les personnes LGBTIQ+, les personnes handicapées...

3. La promotion des droits des personnes LGBTI

En ce qui concerne plus particulièrement la communauté LGBTI, le gouvernement luxembourgeois a adopté le 13 juillet 2018 le premier Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes.

Ce plan est le résultat fructueux d'une concertation entre dix ministères et d'une collaboration avec la société civile.

Le Luxembourg s'engage également au niveau européen et international à faire progresser les droits des personnes LGBTI. Ainsi, le gouvernement luxembourgeois a signé plusieurs appels et déclarations dans le cadre des Forums IDAHOT (Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie).

En mars 2018, le Luxembourg a rejoint la Coalition pour les droits égaux (Equal Rights Coalition) qui est une alliance intergouvernementale de 39 pays œuvrant en faveur de la protection des droits des personnes LGBTI.

Le rapport de l'ECRI sur le Luxembourg de 2017 a souligné une évolution positive des attitudes envers les personnes LGBT. Depuis 2015, le mariage est ouvert aux couples de même sexe et tous les couples mariés peuvent adopter des enfants sur un pied d'égalité. Une loi progressiste sur le changement du prénom des personnes transgenres et sur la reconnaissance de leur genre a été adoptée le 10 août 2018.

4. La lutte contre les discours haineux et illégaux en ligne – le code de conduite

Un autre sujet qui est actuellement très discuté au niveau communautaire est celui des discours de haine en ligne. La Commission européenne a à cet effet lancé un code de conduite avec quatre grandes entreprises des technologies de l'information (Facebook, Microsoft, Twitter et YouTube), afin de contrer les discours de haine à caractère raciste et xénophobe en ligne.

Les progrès constatés entre le premier monitoring en décembre 2016 et le quatrième monitoring fin 2018 en ce qui concerne la suppression des contenus haineux en ligne par les principales compagnies du secteur démontrent le succès progressif de cette initiative.

Pour le moment le bilan est très positif, comme le démontrent les résultats du quatrième exercice de suivi, selon lesquels 89% des notifications faites par les utilisateurs sont traitées dans les 24 heures. Les entreprises des technologies de l'information respectent donc pleinement les objectifs. Facebook a même atteint un pourcentage de 92,6% des notifications évaluées dans le délai de 24 heures. Face à l'ampleur du phénomène la question se pose cependant s'il ne faut pas envisager encore d'autres mesures notamment législatives.

Dans la lutte contre les discours de haine au Luxembourg, l'ECRI a d'ailleurs noté positivement la mise en place d'un procureur spécialisé, qui poursuit systématiquement les cas de discours de haine devant les tribunaux.

5. L'assistance aux victimes

Concernant le discours de haine sur internet, l'ECRI, dans son dernier rapport sur le Luxembourg, souligne les initiatives prises pour combattre le discours de haine. Il s'agit notamment des outils comme la « Stopline » dont l'objectif est la dénonciation des propos haineux et la nouvelle « Helpline » pour aider les victimes. En outre, des groupes se sont formés sur Facebook pour lancer du « contre-discours » contrant les discours de haine.

Au vu de la montée des discours de haine, l'ECRI félicite le Luxembourg pour le développement de projets de prévention qui visent toute la population. On peut notamment citer l'organisation dans les écoles d'une campagne de sensibilisation sur le discours de haine et la discrimination, la campagne « Non à la haine » et une formation obligatoire pour tous les élèves sur la sécurité dans le web.

6. Conclusion

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » La première phrase de l'article 1er de la Déclaration universelle des droits de l'homme contient tous les éléments pour lutter contre le racisme, l'intolérance, les exclusions et les tendances autoritaires : la reconnaissance que les droits humains sont universels, indivisibles et inaliénables et que chaque tentative de les retirer à une personne ou à un groupe est une menace pour la liberté de nous tous.

Mesdames, Messieurs, grâce à l'action de l'ECRI ces 25 dernières années des progrès considérables ont été réalisés. L'ECRI est un des rares organismes dont on aimerait ne pas avoir à célébrer en 25 ans le 50^{ème} anniversaire, son existence étant devenue superflue. Mais, hélas, la montée actuelle dans le monde de toutes sortes de tendances autoritaires et discriminatoires nous montre que l'action de l'ECRI est peut-être plus nécessaire que jamais.

Il est difficile de dire si nous sommes en train de perdre ou de gagner la lutte pour l'égalité, mais sans un combat de tous les jours pour les droits fondamentaux par des organismes comme l'ECRI nous pouvons être sûrs de perdre.

**Simona Leskovar,
State Secretary at the Ministry of
Foreign Affairs,
Republic of Slovenia**



Mr. Chairperson, Excellences, Ladies and Gentlemen,

I'm pleased to be able to participate today at this High-Level Conference celebrating ECRI's 25th anniversary. I congratulate ECRI for the very valuable work it has carried out over a quarter of a century. I strongly believe that every single Council of Europe Member State has largely benefited from its expertise and recommendations, and so has Slovenia.

I would also like to express my sincere appreciation to the representatives of civil society here with us. Your role in protecting and improving human rights across the world is vital.

Ladies and gentlemen,

Slovenia is strongly committed to prevention of discrimination, and condemns all forms of violence or incitement to violence. Over the past seven decades, European citizens have experienced major improvements in their quality of life due to the long period of peace we have enjoyed – based on human rights and the rule of law, economic growth and technological advancement.

We must not take these achievements for granted. We have earned them by respecting the rights of others, by living together in dialogue and understanding. Prejudice, intolerance, xenophobia and hate threaten these achievements. We must do more to fight against them.

The Council of Europe - also celebrating a grand anniversary this year - has done tremendous work translating the "Never Again" of the post-WWII sentiment into norms banning any form of discrimination, criminalizing incitement to hatred and violence and ensuring the right to make life choices freely, according to our personal beliefs.

Concrete steps have been taken so far in tackling racism and intolerance on different levels. Focus should now be put on education and training. The commitment to equal treatment and the value of tolerance must be part of school curricula at all levels, with special trainings

on prohibition of discrimination offered to people working in public administration and especially in justice and security domains.

Among the tools we can use I would like to recommend to your attention the World Programme on Human Rights Education.

Slovenia's human rights education activities have mainly focused on children. In cooperation with the civil society, we have implemented a project named "Our Rights", in 23 languages and 26 countries in the last 15 years and we have reached more than 200.000 children. Based on this experience we also prepared a teaching tool on the rights of migrant and refugee children for Slovenian primary schools, which serves to foster an atmosphere of tolerance.

Ladies and gentlemen,

The Slovenian experience in working together with ECRI has been a very positive one and has resulted in human rights improvements ranging from upgrading of the Ombudsman's status, through the establishment of an Advocate for Equality to providing for same-sex legal union.

While important progress has been acknowledged in some fields, other challenges remain, in particular regarding some aspects of migration policy and the policy of incrimination of hate speech. We look forward to continued dialogue with ECRI on these as well as other issues, such as the impact of new technologies, like artificial intelligence that must be observed through a human rights lens.

Ladies and gentlemen,

ECRI provides an invaluable contribution to the improvement of human rights across Europe at a time of challenges to our common values. We must work together closely to uphold and further strengthen the Council of Europe's major contribution to peace and stability on the Continent. Embracing diversity, ensuring equality and respecting and protecting human rights are the most powerful ways to ensure a more tolerant, inclusive and peaceful society for us and for the generations to come.

Thank you.

**Dunja Mijatović,
Commissioner for Human Rights,
Council of Europe**



Excellencies, Ladies and Gentlemen,

Twenty-five years ago, today, Sarajevo, my hometown was about to suffer its 905th day of siege that lasted 1425 days, the longest of a capital city in the history of modern warfare.... A town that only 10 years earlier had hosted the Olympic games and had been portrayed as a model of peaceful coexistence was being savagely destroyed with bombs powered by ethnic and religious hatred. The brutality of the war in the former Yugoslavia was no stranger to the Heads of State and Government who met in the first Council of Europe Summit in Vienna in 1993. That war represented a cautionary tale amid the enthusiasm that the fall of the Iron Curtain had created in Europe. Unification seemed to be winning over divisions. But the war and atrocities happening in the former Yugoslavia were a stark reminder that the destructive powers of intolerance and racism were still alive – and they were destroying human lives.

Today our European family is bigger, freer and more democratic. We have built institutions and drafted legislation to combat those destructive powers. But the struggle for equality is far from over. On the contrary: the very serious concerns that prompted the Heads of State and Government to pave the way for the establishment of ECRI are remarkably similar to those we have today. Aggressive nationalism, ethnocentrism, economic difficulties and an unfair distribution of efforts to protect refugees are eroding social cohesion and fostering tensions and xenophobia today as they were 25 years ago.

ECRI's work has helped to lay a solid legal and institutional foundation to help combat racism, xenophobia and intolerance. We should recognise the advances that its work has brought to our society. At the same time, we must acknowledge that this progress did not benefit everyone in the same way. There remain great discrepancies from country to country as well as within any single country.

Laws remain a scrap of paper if they are not fully implemented. Worse, they can be adjusted to match political calculations rather than the public good. Therefore, the challenge today is to ensure that the laws and standards are implemented and the institutions that we created actually function. And these challenges are political more than institutional.

If political leaders themselves ignore anti-discrimination laws and the values and principles that gave birth to them, we will not make progress. Regrettably, during my work in the past year, I have observed that several governments and parliaments are departing from agreed standards and are withdrawing into dangerous nationalistic ideas. They are going down a nationalistic route, not only in words, but also in deeds. As we meet today, the toxic, irresponsible and cynical nationalistic discourse that some political leaders hold in Europe is undercutting social cohesion and the fragile fabric of our democracies. This is a very dangerous path that fosters increasingly intolerant attitudes and attempts to pit parts of society against one another, and to scapegoat various social groups, minorities, or professions. This is often accompanied by weakening democratic institutions, limiting civil society freedoms, and divisive language designed to stigmatise the "Other". The most affected by this situation are those who have always been the preferred targets of demagogues: Jews, Muslims, Roma, foreigners and LGBTI people. I see a continuity between past and contemporary hate, racism and extremism. Practices such as chasing Roma out of their homes, marginalising persons with disability, assaulting LGBTI people, ethnic profiling and hate speech are all reminiscent of dark periods of Europe's history.

Over the past two decades, ECRI's reports have consistently warned against rising extremism, racism and intolerance in Europe. By now we should have learned that dehumanising the Other only paves the way to further violence and threatens society's well-being. Yet, we still have a lot of work to do. Today's event is an important occasion to reaffirm that racism is an enemy of human rights and that ECRI represents a crucial institution to protect human dignity. Today's event must also be the start of a renewed commitment to confront the deeply-rooted prejudices, stereotypes and myths that still oppress the lives of too many human beings in Europe.

ECRI stems from the vision, sensitivity and humanity of some giants of our common European history. Their times were not easier than ours. Our task is not bigger than theirs. It is now our turn to give renewed impetus to the ambition of establishing a "democratic and pluralist society respecting the equal dignity of all human beings".

**Nada Al-Nashif,
Assistant Director-General for
Social and Human Sciences,
UNESCO**



I am very pleased to join in the reflection marking ECRI’s 25-year long commitment to the struggle for equality and against all forms of discrimination and to bring in UNESCO’s specific perspective.

I would like to start with the broader picture. Agenda 2030 for Sustainable Development was a clear and undisputable “win”. At its heart lies the singular recognition that exclusion and inequalities are the common root of today’s challenges everywhere. Never before was there such a bold and lucid diagnosis as embodied in the Sustainable Development Goals, at the political level of the pathologies of our societies. It is a roadmap that confirms our response must be based on shared values and universal principles delivered through integrated, inclusive, evidence-based politics and programmes. Only by honouring the commitment to “Leave no one behind” and anchoring our actions explicitly in human rights, can we ensure peace, security and justice for all.

Against this enabling framework, I would like to point to two broader concerns.

A first concern is the fragility and polarization of our societies which become vulnerable to shocks and hazards that provoke serious regressions with respect to the enjoyment of human rights. The most compelling example is the rampant resurgence of stereotypes, prejudices and xenophobia across the world. Despite decades-long efforts to promote the theory and practice of human rights and equality, ongoing cross-border phenomena such as the financial and economic crises and the growing irregular migration and refugee flows, have deepened divisions within our increasingly diverse societies. The explosion of hate speech and the rise of populism worldwide are clear evidence that our immunity system has failed. It is high time that we act now as nearly two dozen independent UN experts

underscored last Monday. In accordance with a 2017/2018 UNESCO global report on freedom of expression, we should address in this connection with the rise of fake news through social media and the relatively little awareness and scrutiny of the widespread stereotyping and misrepresentation of diverse groups in the press. Such efforts should be an integral part of our attempt to address political, economic, cultural and social root causes; otherwise our gains will remain transient.

A second concern pertains to the deficit of credibility which is visible in the widening gap between proclaimed universal standards and national legislation, between those codes/laws in theory and action. It was precisely this accountability failure that the young activist Greta Thunberg deplored while chastising world leaders earlier this week about inertia, indeed deception on climate change. An area where much progress still needs to be made is in terms of connecting science with human rights. Beyond the obvious challenge of the inequitable sharing of benefits of scientific and technological progress, it is also the inadequate articulation between scientific research and equality that risks preserving and further deepening existing divides.

I will now turn to a few examples of UNESCO's response to these challenges; that may constitute good practice:

To promote a human rights-based agenda for science, UNESCO is committed to lead and inform international debates to reinforce existing norms and where necessary to establish new ones in order to cope with the pace and breadth of technological change. It is in this spirit that that we are embarking on the articulation of the first-ever standard-setting instrument on the ethics of artificial intelligence. The objective is to enshrine a number of generic principles for the development, implementation and use of AI – including explainability, transparency, accountability and gender. Addressing the implicit – and often insidious-gender bias/divides led us to collaborate on the publication "I'd blush if I could". Produced in collaboration with Germany and the EQUALS Skills Coalition, this publication places the spotlight on the impact of gender prejudice coded into some of the most prevalent AI applications – A March 2018 survey on gender and technology conducted by software company LivePerson found that only 8.3 per cent of respondents said they could name at least one female leader in technology. Of this group, only half could actually provide a name when asked to do so in a follow-up question. Of the group that ventured a name, one quarter listed Siri or Alexa as female technology leaders. Other instruments include the Recommendation on Science and Scientific Researchers and the Declaration on Ethical Principles in relation to Climate Change, both adopted in 2017.

To change mindsets in favour of inclusion and respect for diversity, we need new more agile concepts and fresh, creative approaches. In this respect, UNESCO promotes the concept of global citizenship which places emphasis on forging a common conscience among humankind. We have developed and tested successfully in different regional contexts a methodology on instilling human rights-based intercultural competences. To nurture empathy we also innovated with the launching of a Massive online open course on Inequalities in Latin America and the Caribbean, which had some 11,826 enrolments in its first three editions (with a very high retention index of 33,7%). Specifically on hate speech, UNESCO works with the media to promote ethics education and explores alternative social

mechanisms to counter the production, dissemination and impact of hateful messages online.

Finally, UNESCO underscores the importance of whole-of-society approaches with emphasis on the involvement and empowerment of local actors. For example we are promoting city-to-city collaboration to counter urban exclusion through our International Coalition of Inclusive and Sustainable Cities – ICCAR. We partnered with the French city of Vaulx-en-Velin, a UNESCO Chair and other research actors in the PoliCité programme which created dialogue spaces between the municipal police and the urban youth in order to prevent discrimination and violence. We have also worked with European and Latin-American member cities to collect and share good practice on migrants' inclusion. Another strategy involves harnessing the power and the values of sport to promote - with youth as change-agents - respect for diversity and empathy in societies. A Youth and Sport Task Force in Asia brings youth activists together to share practices around the contribution of sport to the attainment of such SDGs as social inclusion and gender equality (SDGs 5 & 10), climate emergency (SDG 13) and prevention of violent extremism (SDG 16).

Achieving effective equality is an everyday struggle; only through broader alliances and greater vigilance, can we capitalize on gains and prevent or mitigate regression. I look forward to our discussions.

**Noureddine Amir,
Président du Comité pour
l'élimination de la discrimination
de l'ONU**



Excellence Madame la Ministre,
Madame la Secrétaire générale-adjointe du Conseil de l'Europe
Monsieur le Président de l'ECRI,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi et pour le Comité sur l'élimination de la discrimination raciale d'avoir été invité et de m'adresser à vous à l'occasion des 25 années de l'ECRI. Je vous remercie pour cette invitation qui honore également le Comité que je représente. Je vous félicite également pour ce sujet choisi pour célébrer cet anniversaire.

Lorsqu'on regarde les moments que nous vivons actuellement où le racisme et la discrimination raciale semblent plus que jamais vivaces notamment dans les discours et dans les actes violents, l'on peut avoir l'impression que peu a été fait depuis des décennies ou alors, que les actions menées ne portent pas et n'ont pas porté les résultats escomptés. Mais la lutte contre la discrimination raciale, le racisme et l'intolérance y associée a été au cœur du travail et des activités de nos différents organes, dont le travail se complète parfaitement.

Depuis plusieurs décennies, nous luttons contre les mêmes problèmes, entre: la prégnance de plus en plus vivace du discours de haine raciale qui a envahi l'espace public y compris Internet et qui est manifeste chez les responsables publics et les hommes politiques ; le racisme et la discrimination raciale manifestée à l'égard des populations ou de personnes migrantes y compris les réfugiés, les demandeurs d'asile, mais aussi à l'égard des Roms, des personnes d'ascendance africaine ou des populations autochtones ; la violence à connotation raciste ; le profilage racial et ses conséquences. Si ces problèmes/défis sont toujours à l'ordre du jour, ce n'est pas parce que rien n'a été accompli. C'est peut-être parce que la nature du racisme et de la discrimination raciale est aussi un problème humain complexe qu'il faut combattre inlassablement.

Qu'avons-nous accompli au CERD depuis lors pour faire face à ces défis ?

Dans le cadre du mandat qui nous est donné d'examiner les rapports soumis par les Etats parties à la Convention –il y en a 181 à ce jour- nous avons produit des centaines de recommandations à destination des Etats pour les amener à prendre la mesure de ces problèmes, puis à y remédier de la manière la plus appropriée possible. Nous avons également examiné des dizaines de plaintes individuels qui nous étaient soumis et rendu des décisions. Nous avons adopté 35 Recommandations générales sur plusieurs sujets et nous travaillons actuellement sur une recommandation générale sur le profilage racial. Nous avons envoyé plus de 200 lettres aux Etats dans le cadre de notre procédure d'alerte précoce et d'action rapide concernant plusieurs allégations graves de violations de la Convention CERD.

Cependant, je me tiendrai ici à deux problèmes : la lutte contre le discours de haine raciste et ses conséquences d'une part, et la protection des migrants(étrangers) et des minorités d'autre part, groupes que notre Comité considère comme les plus vulnérables et les exposés à la discrimination raciale.

Le discours de haine raciale

A travers ses recommandations aux Etats, le Comité a noté que le discours de haine raciale était surtout dirigé contre les migrants notamment les réfugiés, les demandeurs d'asile et les minorités nationales et ethniques, en particulier en période pré-électorale et électorale. Les minorités ethniques et les populations autochtones en sont également victimes. Dans une démarche constante, le Comité a bâti une jurisprudence consistant à demander fermement aux Etats de prendre des mesures préventives notamment éducatives, des mesures de promotion de la tolérance et de renforcement de l'entente mutuelle entre les migrants et les populations locales. De même, a-t-il recommandé aux Etats d'adopter un arsenal pénal ou de le renforcer, afin de prévenir mais aussi permettre la poursuite et la sanction des discours de haine raciale à la mesure de leur gravité, et de s'en prémunir.

De plus, en 2013, le Comité adopté une recommandation générale (Recommandation générale No. 35 sur les discours de haine raciale) dans laquelle il indique aux Etats parties les mesures nécessaires à prendre contre ce phénomène, notamment dans le cadre des articles 4, mais aussi 5 et 7 de la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

La discrimination raciale à l'égard des migrants y compris des demandeurs d'asile et des réfugiés, et à l'égard des minorités

Dans sa pratique s'étalant sur des décennies et, à tout le moins sur les 25 dernières années, le Comité a constaté que les groupes sus cités, étaient les plus vulnérables et les plus exposés à la discrimination raciale sous ses multiples formes. Tout en reconnaissant le défi que la présence de migrants peut poser, notre Comité a établi, de manière constante, des recommandations visant à protéger ces catégories des actes de discrimination y compris de la part de personnes privées. En particulier, il a recommandé de prendre des mesures législatives qui visent à prévenir et à punir les actes de discrimination raciale, y compris en s'assurant, en ce qui concerne le volet pénal, que le motif raciste puisse être retenu comme une circonstance aggravante. Il a également recommandé l'adoption de politiques visant à une meilleure intégration de ces catégories dans toutes les dimensions de la vie sociale,

notamment l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la santé, entre autres. Le Comité a aussi considéré que l'enseignement des droits de l'homme notamment auprès des personnes d'appliquer la loi, était nécessaire pour la protection des droits de ces catégories.

Il en est de même pour les minorités ethniques dont les droits sont souvent ignorés par des mesures discriminatoires directes ou indirectes.

A cet égard, notre Comité a adopté des recommandations générales pour alerter les Etats, puis les éclairer sur les mesures à prendre afin des respecter leurs obligations au titre de la Convention.

Il y a néanmoins lieu de dire que nous n'avons pas tout réussi puisque les mêmes problèmes continuent de se poser. On peut trouver des lacunes. Celles-ci ne se trouvent pas d'abord dans normes adoptées, mais se posent notamment dans le suivi de la mise en œuvre de nos recommandations. Nos instruments semblent suffisants d'autant plus que nous en faisons une interprétation dynamique afin de répondre aux phénomènes récents ou à la résurgence d'anciennes formes de discrimination raciale et de racisme. Peut-être, qu'il y a lieu de s'interroger aussi sur notre façon de procéder.

Le problème de la mise en œuvre

S'il est vrai que la mise en œuvre de nos recommandations aux Etats parties leur incombe d'abord, il y a lieu de voir, de notre côté, comment nous pouvons mieux les accompagner, dans une démarche plus attentive exigeant une certaine régularité. Dans le cadre du CERD, nous avons mis en place une procédure de suivi qui consiste à demander aux Etats de nous informer dans un délai d'une année, à partir de l'adoption de nos recommandations suite à l'examen d'un rapport, de mesures adoptées pour mettre en œuvre quelques recommandations –généralement un maximum de trois- que nous sélectionnons pour leur caractère urgent et faisable. Les résultats varient : certains Etats répondent systématiquement, d'autres moins, d'autres encore pas du tout. Les réponses peuvent être satisfaisantes, partiellement satisfaisantes ou pas du tout satisfaisantes. Dès lors, le Comité revient généralement dessus lors du prochain examen de l'Etat partie concerné. Peut-être devrions-nous proposer plus de coopération et d'assistance technique aux Etats pour les aider à mettre en place des législations et les politiques adéquates recommandées.

Résultats de nos activités/actions

S'il est toujours très difficile de mesurer l'efficacité des mesures que nous prenons, des recommandations que nous formulons, il est apparu tout au long de notre dialogue avec les Etats lors des dernières décennies, que ceux-ci sont conscients des problèmes et des mesures à prendre pour lutter efficacement contre la discrimination raciale et promouvoir l'égalité pour tous. A la suite de nos recommandations parfois répétées sur plusieurs cycles, nombre d'entre eux ont fini par adopter des lois anti-discrimination, mis en place des politiques visant à favoriser l'intégration des étrangers ou à respecter les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile, mis en place d'outils de collecte de statistiques qui leur permettent d'appréhender l'ampleur des discriminations subies par certaines parties de leur population et proposer des mesures plus adaptées. Les Etats font également des efforts pour promouvoir l'enseignement des droits de l'homme notamment auprès des personnes chargées de l'application des lois, ainsi que la promotion de la tolérance et le vivre-

ensemble. Dans un certain nombre d'Etats que le CERD a examinés, il apparait également que les autorités de police et de justice sont de plus en plus sensibilisées pour enquêter, poursuivre et instruire les faits, les actes et les situations de discrimination raciale. Les jugements existent et les sanctions sont prononcées même si elles sont parfois faibles. Notre travail n'est donc pas vain.

Les tentatives de recul que nous voyons aujourd'hui ne doivent pas nous faire oublier ces efforts, même s'il reste beaucoup à faire.

Enfin, l'efficacité de notre travail nous commande à réfléchir sur l'échange de bonnes pratiques entre nos organes. Dans ce sens, la procédure de suivi systématique de nos recommandations pourrait être à faire valoir.

Je vous remercie.

**Tena Šimonović Einwalter,
Chair of the European Network of
Equality Bodies,
Member of ECRI**



I am honoured to share this panel with such high-level speakers, as Chair of Equinet, the European network of equality bodies, which brings together 49 equality bodies from 36 European countries. Our members are statutory public institutions, which assist victims of discrimination, monitor and report on discrimination issues, and promote equality at the national level. As Equinet we come together to strengthen each other and formulate common positions at the European level, out of our practical experiences.

Are winning or losing the struggle for equality?

My first answer is - we are now, in many ways, unfortunately, losing. The amount of hate speech one can find online is terrifying, and it fuels hate crimes, whereas discrimination is very much present. Public discourse, and in many instances political discourse is poisoned. Equality as a value is increasingly being diminished and distorted. After decades of progress, we are facing not only stagnation, but backsliding, with inequalities deepening, especially related to xenophobia and discrimination of migrants.

Where are the lacunae?

We have built a legal and institutional infrastructure supporting equality.

However, our legal infrastructure still has gaps. One particular problem is not including a socio-economic status ground, which produces a fragmentation of economic equality from identity-based equality of recognition, while in reality disadvantage often has a poverty element.

Implementation, translating all that we do, at the national level but particularly at the European and international level, into actual change in lives of people remains a major challenge. The reality of a Roma girl living in a Roma settlement is not much different, despite all our efforts. The systems we have are complicated and expensive, often times too far from those they are supposed to serve, with too many overlaps and too few synergies. Money is spent on many similar conferences, and project funding is available for yet another recycled theoretical training, but not to get that Roma girl a computer.

Equality bodies providing direct assistance are nearer to people, but often with procedures that are too long and not flexible enough, their teeth are not big enough, and sometimes they are denied the resources and powers necessary to realise the potential of such institutions.

In short, we have failed to drive the institutional change that is needed to change real lives and real situations, to imagine the legal and institutional infrastructure needed for such change.

My second answer is that, in many ways, we are also winning, or at least we have come a long way in the past 25 years. In my country and the region I am coming from at that time war was our reality, with many people killed based on their ethnicity. But rather than comparing bad times with worse and concluding that therefore we must be winning, we should acknowledge actual achievements.

Many countries have indeed adopted new or stronger anti-discrimination laws and policies and as also an ECRI member, I am very proud to say that ECRI has played a central role in this.

One achievement I wish to particularly highlight is the establishment of equality bodies. In fact, ECRI made a crucial contribution to this in 1997 through its GPR No. 2. I personally had the pleasure to Chair the ECRI Working Group which drafted the revised GPR in 2017, later adopted by ECRI plenary, in which we provided detailed standards for the establishment, mandates, independence, effectiveness and accessibility of equality bodies. Together with legislation and non-binding standards from the European Union, these documents underline and seek to realise the potential equality bodies have.

The implementation of standards for equality bodies is an important part of the struggle for equality. Why? Equality bodies work directly with people, with cases, and thereby can change individual realities, but they also report on discrimination issues, the combination of which makes equality bodies well placed to catch and report on what is happening on the ground. Likewise, Equality bodies have the potential to be key conduits for better implementation, to aid translating work done at the European and international level, including by ECRI, into actual change.

So yes, we are, in many ways, unfortunately losing. However, we have created an infrastructure with the capacity to turn the tide and to realise our shared values of equality, inclusion, diversity and social justice. We will win this battle, but we are all challenged to be better and more effective.

In conclusion, we have reasons to celebrate and to congratulate ECRI for all the achievements in the past 25 years. But we should not celebrate too much. Rather, we should all strive to become better, more effective, which we can do, by investing in the infrastructure we have created and imagining new ways of working, especially working together, to realise our potential.

I wish ECRI for the next 25 years: courage, vision, determination, as well as the ability to dream and imagine.

**Frédéric Potier,
Délégué interministériel à la lutte
contre le racisme, l'antisémitisme et
la haine anti-LGBT,
France**



Transcription du discours livré lors de la conférence

Merci Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs au grade de l'égalité,
Chers amis,

Je ne veux pas être trop long, je ne vais pas faire un grand discours avec de grandes envolées lyriques. Simplement, par rapport au sujet qui est celui de cette table ronde, la question de savoir « est-ce que nous gagnons la bataille pour l'égalité ? », c'est une très bonne question, et pour paraphraser un juriste italien, moi, je dirais que l'égalité des droits, c'est un peu l'étoile polaire de nos démocraties. C'est-à-dire que c'est l'indication, le chemin vers lequel nous devons aller. Donc, la question c'est : est-ce que nous avançons sur ce chemin de l'égalité de droits ou est-ce que nous reculons sur ce chemin de l'égalité des droits ?

Je dirais que nous vivons une époque très paradoxale : nous avons d'un côté une société plus ouverte, plus pluraliste, plus tolérante. On le voit à travers un certain nombre d'indicateurs : le nombre de mariages mixtes, le nombre de citoyens voyageant à l'étranger, la visibilité de personnes LGBT, par exemple, aussi - il y a eu aujourd'hui en discussion à l'Assemblée nationale une loi très importante sur la bioéthique qui va permettre de donner l'accès à la PMA [procréation médicalement assistée] aux couples de femmes, aux femmes seules, donc c'est une indication très forte - et en même temps que cette société ouverte gagne, on a évidemment aussi de reprises de tensions, des extrémismes identitaires qui progressent. Et ça aux différentes franges de notre société.

On a pu le voir du côté de l'extrême droite avec une résurgence en France, mais aussi en Allemagne et dans d'autres pays, de l'extrême droite, de groupuscules néo-nazis avec des mouvements suprémacistes - et je n'ai pas à citer ici ce qui a pu se passer en Nouvelle-

Zélande. Ces tensions, on les retrouve aussi du côté des religions avec un islamisme radical qui a tué, qui a tué en France, qui a tué en particulier des citoyens français juifs, et il y a aussi des tensions qui peuvent venir de zones géographiques, mais je ne voudrais pas m'étendre là-dessus.

Mais dans cette période paradoxale, il ne faudrait pas oublier les grandes avancées qu'ont connu nos sociétés. Pour citer le cadre de la France, moi, je suis aujourd'hui Délégué interministériel chargé de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, et je suis très fier en tant que représentant de l'État, Préfet, Délégué, de participer dans le carré de tête très officiellement à la marche des fiertés anciennement connue sous le nom de « Gay Pride ». Et je suis très fier de le faire parce qu'il y a 40, il y a 50 ans l'homosexualité était un « fléau », c'était quelque chose qui était réprimé en France, les policiers étaient chargés d'établir des listes et de pourchasser les personnes LGBT.

Et ça montre bien que 40 ans, 50 ans après, on peut faire changer les mentalités. On peut transformer les esprits et ça passe par une mobilisation de tous : l'État, bien sûr, mais bien avant l'État, les associations - et je voudrais saluer les représentants d'associations françaises que je vois dans la salle : la Licra, la Ligue des droits de l'homme.

Et ce combat qui nous a permis de beaucoup avancer sur la question LGBT, il ne faudrait pas croire qu'il serait acquis. Il n'y a jamais de combat gagné d'avance, rien n'est jamais acquis. Donc, ce que je voudrais dire aujourd'hui, c'est d'indiquer ici qu'au-delà des déclarations, au-delà des recommandations, au-delà du protocole, au-delà des charges juridiques, ce qui est important c'est ce que nous faisons sur le terrain.

J'ai pu le dire ce matin dans le séminaire qui était consacré au sujet LGBT, nous, envoyés spéciaux, délégués interministériels ou praticiens ou chargés de politiques publiques, ce dont nous avons besoin c'est d'abord de budget, de l'argent pour financer des actions et notamment les associations. Nous avons besoin de lois, et d'appliquer ces lois, pas simplement d'avoir des lois symboliques. Et enfin nous avons besoin de programmes de formation pour les policiers, pour les gendarmes, pour les juges et pour les enfants.

Dernier sujet que je voulais évoquer au-delà de ces actions : je crois qu'on a un énorme sujet à propos d'internet et des réseaux sociaux. Aujourd'hui, les jeunes et les moins jeunes - et vous en êtes tous l'exemple - passez beaucoup de temps sur votre smartphone, sur vos applications et sur vos réseaux sociaux. Et aujourd'hui, les préjugés, les stéréotypes, les images négatives, elles passent d'abord par ces réseaux sociaux. et on ne peut pas se satisfaire de la situation actuelle avec des chartes, des engagements, de bonne volonté de la part des acteurs du numérique.

Il faut qu'on puisse les contraindre à avoir une modération beaucoup plus renforcée, à avoir beaucoup plus de transparence aussi sur leurs outils de modération. C'est ce qu'ont fait nos amis allemands en adoptant une loi en 2017. Nous avons, en France, déposé une proposition de loi avec la députée Laëtitia Avia, qui a été discutée et adoptée à l'Assemblée nationale; elle passera au Sénat dans quelques semaines. Je crois là qu'on a, au niveau européen, Monsieur le Président, un enjeu majeur, certes que la bataille aujourd'hui contre le racisme, pour l'égalité des droits, passe sur les réseaux sociaux, sur la modération, et pas simplement via nos outils traditionnels que sont l'éducation et des textes de loi.

Je voulais juste terminer en disant que toutes nos bonnes volontés ne suffiront pas si nous n'associons pas évidemment toutes les associations, tous les professeurs qui, sur le terrain, font vraiment un travail formidable et c'est à eux que je voudrais rendre hommage pour terminer mon propos. Merci beaucoup.

2ème session – Regarder vers l'avenir : Davantage de moyens identiques ou des nouvelles approches pour réaliser l'égalité ?

2nd session – Looking to the future: Reinforce existing actions or new approaches to achieving equality?

**Keynote speaker: Nils Muižnieks,
Expert,
former Chair of ECRI and former
Council of Europe Commissioner for
Human Rights**



Madame Chair!

Esteemed Members of ECRI!

Excellencies!

Dear Friends!

It is such a pleasure to address you on this, ECRI's silver anniversary. I cherish my association with ECRI, which now dates back almost 15 years – from member, to chair, to partner within the Council of Europe, to outside friend with many suggestions. The work is incredibly important, and the environment is getting more and more difficult, which is why we have to be smart, strategic and never give up.

Today, I would like to step back a bit and take a look at the broad picture, the big trends in the field of combatting racism and intolerance over the last 25 years. Then I would like to briefly assess where we stand today and what action may be needed from ECRI and others. I will end by mentioning a few challenges we will all have to contend with in the coming years.

As we all rightly tend to focus on the negative – the shortcomings, the gaps, the scary new developments – let me start by mentioning a few positive long-term trends. Project yourself back to 1994, when ECRI was created, and think of how surprised you would have been, back then, to learn about some of the changes that would take place by 2019.

The first is the strengthening of the legislative and institutional framework for combating discrimination at both European and national levels. We have seen the entry into force of

Protocol 12 to the European Convention on Human Rights banning discrimination on all grounds. We have also seen the rapid development of a case law by the Court on its previously neglected Article 14. Here, it is worth noting the catalytic role played by ECRI, whose work is cited more and more often by the Court.

In the European Union, the adoption of several anti-discrimination directives in 2000 marked a sea change. Henceforth, all EU member states and candidates would need to enshrine these norms in their national legislation and create or designate an equality body to help victims. Later came the Framework Decision requiring EU member states to combat racist hate speech. The path breaking surveys conducted by the EU's Fundamental Rights Agency on perceptions and experiences of discrimination made clear the extent of the problem, which many had long denied or downplayed. The OSCE has also made an important contribution with its hate crimes reports, legislative assistance and training.

A second positive change has been the growing recognition of the rights of LGBTI persons. In *Vejdeland v. Sweden* the Court ruled that homophobic speech is not protected by Article 10 of the ECHR. A growing number of Council of Europe member states has also included bias based on sexual orientation or gender identity as an aggravating circumstance in hate crime legislation. In *Olari v. Italy* the Court noted that now more than half of all member states grant some form of legal recognition to same sex couples. Now, we have two openly gay prime ministers in Council of Europe member states – Serbia and Ireland – and at least one foreign minister – in Latvia. While progress has been uneven – a point to which I will return – it is undeniable. ECRI now monitors discrimination and hate crimes based on sexual orientation and gender identity as a matter of course. All of this would have been unthinkable 25 years ago.

Another positive trend is not a policy innovation, but rather a sociological reality – increased inter-ethnic mixing. Twenty-five years ago, there were many places in Europe where one could grow up without ever meeting a minority or immigrant. There were many schools, workplaces and neighbourhoods that were largely mono-ethnic. Segregation still exists, but it is increasingly difficult – especially in big cities – to avoid intercultural contact. Ever since Gordon Allport created the scientific study of prejudice in the 1950's, it has become widely recognised that inter-cultural contact, especially in organisational settings, can lead to value change towards tolerance. Such contact is now more and more frequent.

A final positive trend has to do with our knowledge base about racism and intolerance – we are in significantly better shape than we were twenty-five years ago. We can now rely not only on sophisticated, compact country reports by ECRI, but also the Eurobarometer surveys and specialized surveys by FRA. National human rights structures, NGOs and academic institutions provide rich, nuanced studies of country situations, as well as the situation of minorities or immigrants. Nobody can say we lack information, that we do not know enough to take action. 25 years ago, what did we know about the situation of Roma? About migrant integration? Now, we know a lot.

Unfortunately, these positive trends have been overshadowed by a number of negative trends. FRA's surveys suggest that the victims of discrimination and hate crimes only very rarely know about support organizations or equality bodies and turn to them for help. In other words, a lot of our work on creating legislation and institutions has not had the desired

effect. The intended beneficiaries are either not aware of the legislation and institutions, do not trust them, or do not think that they can really help.

If we look at the situation of hate speech 25 years ago and now, we are in two different worlds. 25 years ago, hate speech was a fringe phenomenon, found mostly in leaflets with small print runs, graffiti, and the rhetoric of a few oddball politicians and semi-criminal activists. Now hate speech is omnipresent in the Internet and wider digital world and in music. We have learned that generating polarized discussions and reinforcing extreme positions is not an unintended byproduct of social media, but part of their business model. Hate speech is no longer a fringe political phenomenon, it has infected the mainstream in many countries. This is bad news because words matter – they send signals about what is socially acceptable behaviour.

I mentioned progress on LGBTI rights, which is undeniable, but also uneven. There is a widening gap in Europe between the many countries that are moving forward, and those where the state is even fostering homophobia or transphobia. Here, I have in mind in particular Russia with its law banning so-called “propaganda of homosexuality” and the brutal campaign against LGBTI persons in Chechnya leading to many people seeking protection in the West, the round-up and forced medical check-ups of LGBTI persons in Azerbaijan, and the bans in recent years of pride parades in Turkey.

And of course we have national populists who have gone from the fringe to the mainstream of European politics. I do not have time here for a full analysis of the reasons for their rise. I can only refer you to an excellent recent book by Roger Eatwell and Matthew Goodwin on the topic, which suggests that national populists are here to stay. They come in different shapes and sizes, but they all manipulate concern about migration for political purposes, most stigmatize Muslims, though many also target Jews and Roma. However, the migration issue is their bread and butter and they have changed mainstream discourse about the topic for the worst.

As I have suggested, ECRI has adapted quite well to this changing landscape over the last 25 years, but it will have to do more to maintain its effectiveness. Rather than just targeting opinion leaders, it – together with equality bodies – will have to raise awareness among targets or victims of racism and intolerance about remedies, otherwise, the legislation will remain a dead letter. ECRI and all of us in human rights have to modernize our communications to remain players. That means using social media, more pictures and videos and less text, it means constantly innovating. To remain relevant and prevent a further deterioration of the negative trends in the future, we have to address children and youth more effectively. It is highly appropriate that education, especially inclusive education, is a focus of ECRI's next round of monitoring.

I want to flag a couple of emerging challenges that ECRI and all of us will have to contend with in the coming years. ECRI has already identified artificial intelligence and the risks and opportunities it poses for combating racism and intolerance as an important issue. I look forward to the fourth session of the conference to point the way forward. But I wanted to mention two other issues. The first is climate change.

Like the economic crisis of 10 years ago, the climate crisis will hit certain groups disproportionately and the equality angle may be quite important. The first group that comes to mind are indigenous peoples in Northern Europe and Russia, but I would bet there are others in broader Europe as well. Climate change is already a contributing factor to migration and is set to become even more important. IOM predicts 200 million climate migrants by 2050. I think of how dysfunctional Europe's migration policy is now, with relatively moderate numbers of arrivals, and the prospect of greater dysfunction and misery is distressing.

The second issue I wanted to mention was the growing demand for direct democracy, a demand manifested in the programmes of both left and right populists, their penchant for referenda, on-line voting, their effective use of social media, and so forth. As we have seen, direct democracy holds risks – in recent years referenda have been used to target Muslims, LGBTI persons and migrants. How can we tap into the popular desire for greater participation without putting certain groups at risk? How can we prevent active citizens from becoming a mob?

In other words, we have our work cut out for us. ECRI is well placed to continue to lead the fight against racism and intolerance. It has shown the ability to adapt, it has members (and former members) who have a unique collective wisdom and network across 47 states. And on top of it all, at 25 years, ECRI is not even close to reaching its prime! In my experience, that comes some time after 50 years... I salute ECRI's important work and wish us all stamina, ingenuity, and even better results in the future.

Thank you for your attention.

**Trine Skei Grande,
Minister of Culture and Equality,
Norway**



Dear all,

Imagine that you love your country. You love it so much that you want to do what is possible to make it even better. Not only for yourself, your friends and your family – but for society.

You have an ideology you believe in. So, even if it may be a little scary – you decide to go to a town hall meeting. And you let your voice be heard – because you believe. You stay up late at night, and write op-eds for the local newspaper – because you believe. Because you believe in something bigger than yourself.

Imagine having that drive, but every time you raise your voice you're being met with utterances like "go home" or "you don't belong here, you rat". People saying that you don't belong in the country you love. Your home.

I wish that this were just an imaginary example. But we hear these stories almost daily.

Hate speech ruins lives. Discrimination, intolerance, racism. It destroys people. And is a serious threat to democracy. Therefore, this High-level conference must not only be a summary of what we have achieved in the last 25 years. But also an acknowledgement of today's challenges, and hopefully an enhanced effort for effective equality.

And the road towards an equal society, where everyone can be themselves - regardless of language, religion, nationality, origin, sexual orientation or gender identity. That road starts with knowledge.

What does the picture look like today? What forms of racism and intolerance do we see, and more important, what action is needed?

In Norway, two major reports show us some concerning trends. Over 34 per cent of the population displays marked prejudices against Muslims and 30 per cent agrees with the statement "Muslims want to take over Europe". 30 percent...

I am tired of being shocked by these numbers. No longer do I want to be surprised or saddened. I want action.

The Norwegian Government already has a strategy against hate speech. Our focus areas are children and youth, the legal system, employment, the media sector, knowledge and research and forums for discussion. We need long term and targeted work on knowledge acquisition of hateful expressions. Therefore, we also review our efforts as new knowledge and experience is made available. Because this is an area that changes constantly.

In addition, the Norwegian Government will launch an action plan against racism and discrimination on the grounds of ethnicity and religion this autumn. This plan is being made in close collaboration with the civil society, and will be both cross-sectoral and multi-dimensional.

By cross-sectoral and multi-dimensional I mean that we need to take further steps to understand the complexity of discrimination. What are the implications when discrimination on gender is combined with discrimination on the grounds of ethnicity or religion?

We need to understand to take proper action. When 30 per cent agrees with the statement "Muslims want to take over Europe" we need more knowledge, and we need to see how we can improve our impact.

Therefore, the Norwegian Government has started working on a national action plan against discrimination and hatred against Muslims. The aim of the plan will be to prevent racism and discrimination against Muslims and against persons believed to be Muslims. Of course, the action plan against racism and discrimination on the grounds of ethnicity and religion also will address discrimination and hatred against Muslims.

Still, the Government considers it necessary to prepare a separate action plan for the challenges facing Muslims in Norway today.

The Norwegian Government has a separate action plan against Anti-Semitism.

I spoke of knowledge and tolerance. Because I want it to be obvious. That there are many different ways of being a human being. We come in all shapes and forms. With different views, beliefs, ideologies. With dreams and hopes for the future. These differences are to be embraced. These differences are to be respected.

I want us to take action. I want us to make a difference. For the people. For democracy.

Thank you.

**Kristine Grigoryan,
Deputy Minister of Justice,
Armenia**



Dear Madam Chair,
Dear colleagues,

First of all, let me congratulate us on ECRI's 25th anniversary. I am thankful for the invitation and for giving me the floor.

From the perspective of lawyers, intolerance, rejection and hate sometimes seem to be complex concepts which are closer to the human psychology than to the legal system. Our task, as lawyers, is to create legal mechanisms and tools to prevent these sentiments from becoming attitudes or acts towards each other. Facing new challenges each day, these legal mechanisms and tools need to be constantly improved in order to guarantee and ensure the best possible protection of Human rights.

So, what are these challenges now? Evidently, modern conflicts, wars, radicalism, economic difficulties, political tendencies like anti-immigration or isolationism etc. However, the fast-growing internet creates new challenges for almost all aforementioned issues. Besides, the use of artificial intelligence in decision-making creates other less studied challenges for our efforts on eliminating discrimination.

Today I would particularly focus on hate speech and hate propaganda.

As I have already mentioned, the Internet, being a fantastic tool in connecting people, promoting innovation and creativity on one hand, is on the other hand widely used to divide people and violate human rights through the hate speech and hate propaganda. Notably, the "fake news" phenomena have the central role in this.

This issue remains a problem for my country as well; it affects our progress and threatens our values. As a people, Armenians are well aware of the consequences of hate propaganda often resulting in massacres and ethnic conflicts that take away and destroy the most precious in the world: the Human life. Notably, the genocide that wiped off the half of the population of Armenians in their native lands hundred years ago was conditioned by well programmed hate speech.

While recognizing the undeniable evidence that hate speech is a root cause and precondition to any kind of discrimination we should also ask ourselves whether we are doing enough to serve our responsibilities as the states authorities and to adhere to our “sine qua non” values – democracy and human rights.

Eventually, it is extremely important that we have clear understanding of the values that are promoted amongst next generations. These issues are often discussed by our government. After last year’s revolution and the renewal of the political spectrum in Armenia the new government have undertaken ambitious reforms. We aim to strengthen democratic institutions, enhance governance transparency, integrity and accountability, and to promote a wide Human Rights agenda.

Our ministry is working actually on the development of National Strategy on Human Rights and its Action Plan for next 3years; the Laws on Anti-Discrimination and on National Minorities are being discussed, the amendments aimed at criminalization of extreme manifestations of hate speech and hate propaganda is already in the Parliament, the ratification process of the Istanbul and Lanzarote Conventions is underway.

Are the developments moving easily? Definitely no! We have a lot of work to do vis-à-vis the public awareness to engage in a frank and open conversation with different opinion holders.

We are convinced that in order to advance the human rights agenda it is necessary to intensively integrate into the various levels of education the ideas such as equality, elimination of discrimination, respect for human rights and responsibility.

And when discussing sensitive topics with our society, we engage with youth and encourage them to speak and provoke discussions around these issues.

Despite the fact that Ministry of Justice is often blamed for being young and sometimes even utopic, we do believe that this is an effective way to ensure that the ideas reach the wide ranges of society. It is our obligation towards our history and our future to challenge the stereotypes, to fight against the hate speech and to build a society free from violence by promoting universal values among the young generation.

Thank you for your attention.

**Soledad Murillo,
State Secretary for Equality,
Spain**



Your Excellencies, Authorities, social movement representatives, dear colleagues and friends:

To begin with, we must all acknowledge an uncomfortable reality: racist, xenophobic and LGBTIphobic discourse is expanding rapidly across Europe. It is a discourse that threatens the foundations of our democracies since it poses a threat to the idea of equal rights for all citizens. This challenge touches women critically by denying the existence of gender-based violence or women trafficking for sexual exploitation, and it places those belonging to minorities in a situation of vulnerability and as main target of this kind of speech.

Consequently, the first challenge that we face is to make people understand a key idea, which is that governments and societies as a whole must work together to achieve equal rights to everyone through non-discrimination policies. These actions must be addressed to the whole society, and not to certain minorities, in order to really fulfil its purpose.

As I was saying, we have to put equality and non-discrimination policies at the centre of political action and not as something optional or accessory. In practical terms, all public administrations must be responsible for implementing equality policies in their respective areas, and not leaving that responsibility solely to the entities in charge of equality policies. We are talking here again about mainstreaming.

In Spain, our recent experience of placing the Ministry of Equality within the Vice-Presidency of the Government and creating a specific General Direction of Equal Treatment and Diversity, has eased the promotion of coordinated actions on equal treatment and non-discrimination. Recent examples are the recovery of access to health care system for all people, access to assisted reproduction techniques for lesbian and single women or the

extension of paternity leave, now known as “birth permissions”, which includes all kind of families and is mandatory.

Together with this general orientation, we must work along with NGOs on specific aspects.

First of all, we must be aware that hate speech is based on prejudices that are created and disseminated through the media, especially on social media and on the Web. Therefore, it is essential to work with technological companies to find a compromise that facilitates the identification of hate speech focuses while respecting individual privacy. It is also essential that we learn to detect fake news that involves the dissemination of discriminatory speeches. Good examples of this are initiatives such as the “No hate campaign” of the Council of Europe or the agreement between the European Commission and several technological companies to promote non-discrimination in this area. Spain actively participates in both initiatives.

Secondly, schools are of critical importance to prevent on an early stage discriminatory attitudes and prejudices. In this sense, training teachers in diversity management and including examples of contributions made by people belonging to minorities to societies, become essential to achieve these objectives.

Also, we have to improve the response to discrimination once it occurs, assist victims and repair them in their rights. To this end, it is essential to increase the level of knowledge of the rights that protect us as victims of discrimination. Training key agents, such as policemen, judges or public prosecutors is essential to ensure the effectiveness of the complaint once it is filed, as only 15% of people who suffer discrimination file one.

Spain is strongly committed in this area. An evidence of this is the recent approval of the plan against hate crimes and cooperation agreements in various fields that contain a wide range of these measures. We are also working on the third strategic plan for citizenship and integration, whose main objective will be to promote the integration of immigrant population in Spain, calling out to the whole citizenship.

Finally, a brief mention about the need to design tailor-made policies addressed to respond intersectional discrimination that specially affects groups of women such as Roma, migrant, lesbian or disabled women.

To make this work, it is necessary to strengthen regulatory frameworks, which develop the right to equal treatment and non-discrimination, providing enforcement mechanisms, public policies tools and establishing clear mandates for all public authorities.

I should like to finish by quoting Sheila Benhabib’s words: “One way to extend democracy is to think of cosmopolitanism, where citizenship starts with the human rights, not where you were born”.

**E. Tendayi Achiume,
UN Special Rapporteur on
contemporary forms of racism,
racial discrimination, xenophobia
and related intolerance**



Excellencies, distinguished guests, colleagues,

I am pleased to be with you today, to reflect on past anti-racism efforts and to consider our path forward.

I wish to begin by commending European Commission against Racism and Intolerance for its work over the past twenty-five years. ECRI has been and remains a key force in ensuring racial equality and fighting forms of racial discrimination. ECRI's contributions to establishing and strengthening national equality institutions are precisely the sort of long-term investment in human rights that is required to make meaningful change where issues of inequality, discrimination and intolerance are concerned. As we celebrate ECRI's achievements, it is also important remain focused on the work that remains to be done to combat racism, racial discrimination and xenophobia remain. For example, the European Union's Fundamental Rights Agency's 2018 report, *Being Black in the EU*, underscores that racial discrimination is a reality in all areas of life for people of African descent who reside in Europe. And, in the Agency's 2018 survey on experiences and perceptions of anti-Semitism in the EU, almost 90% of the respondents stated that antisemitism is worsening in their country, especially online.

With respect to the focus of this session—reinforcing existing actions or adopting new approaches to achieving equality—I want to first give a brief response, and then expand on that brief response by highlighting two big challenges I see in fighting racial discrimination in Europe, and then three strategies essential to the road to effective equality, not just in Europe but all over the world.

The brief response is that the path to effective equality requires strengthening existing approaches where they have worked, while at the same time, remaining open and creative where new approaches show potential to overcome past failures. But two challenges confronting Europe are the following:

Colorblindness: in my work in Europe I have been struck by the great reluctance in many circles, especially liberal circles to confront racism directly, and to acknowledge that racial discrimination and racial inequality can thrive, even in the absence of explicit racist intentions. Where immigration laws, or criminal justice laws, or counter-terrorism laws, and their enforcement disproportionately target specific racial, ethnic or religious groups (for example as documented in the Being Black in the EU report), these are all problems of racial discrimination.

In the context of counterterrorism policy, for example, it is common for European and North American nations to target Muslim communities under the guise of countering Islamic terrorism, while at the same time ignoring the very real threat posed by right-wing extremist groups rooted in white supremacist ideologies. It is not enough for governments to express commitments to equality and non-discrimination—international human rights law requires them to take action to ensure that structural, institutional and indirect discrimination is addressed. I have found that even talking about race—as a social construction and not a biological category—meets strong resistance in many circles in Europe. As I have explained in my work—refusing to use the term “race” and refusing to acknowledge the discrimination and subordination that results from having a non-white identity in Europe, essentially makes it harder to fight this discrimination and subordination. It is not enough to insist that “I don’t see color or race”—for people whose rights are at risk because of their race, to insist on colorblindness, just as to insist on genderblindness, is dangerous.

Colonial Amnesia: A second challenge to achieving racial equality in Europe has to do with the inability of much of Europe to confront its colonial legacy at home and abroad, which includes the legacy of slavery. This colonial amnesia is especially evident in the way that European history and even European national identity is taught in schools. In my work with racial and ethnic minority communities in Europe they talk at length about the exclusion of their experiences, their stories, and even their contributions to building Europe, and this exclusion is from history books, from media accounts, from political narratives and other places. In my next report to the General Assembly I discuss the need for reparations for colonialism and slavery, that include acknowledgment of past wrongs, and action to address contemporary discriminatory legacies of these European enterprises.

To move forward in the fight to achieve racial equality and eliminate all forms of racial discrimination, I advocate that States and civil society adopt a multi-pronged approach, one I have attempted to use in my role as Special Rapporteur.

First, we must adopt the substantive, structural approach to racial equality and non-discrimination envisioned in the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination. We must not only concern ourselves with explicit forms of discrimination and intolerance, but also combat the structural and institutionalized forms of discrimination that result in societal marginalization of racialized groups and minorities. We are in a moment when it has become commonplace to speak of a “resurgence” of racism, and indeed, as I have stated in my report on the rise of nationalist populism as a threat to racial equality, the political climate especially but not only in Europe, has fostered more explicit manifestations of discrimination and intolerance. At the same time, systemic racial discrimination, including exclusion from enjoyment of rights to housing, education, and equality before the law, to name a few, have been the lived experience for generations of

racial and ethnic religious minorities. This means that we must continue to pay attention to structural continuity where discrimination and intolerance are concerned.

Second, we must adopt an intersectional approach to equality and non-discrimination. But our intersectional efforts must extend beyond gender-responsivity. We must also account for how intersecting and multiple identities of race, ethnicity, gender identity, sex, sexual orientation, religion, disability status and other social categories result in different lived realities and migration experiences.

Third, we must adopt a practice of what Professor Mari Matsuda calls "looking to the bottom." We must ensure that those with direct experience with racial discrimination and other forms of oppression are essential to the production of knowledge intended to advance the emancipation of these groups. This practice ultimately will require us to reform bureaucratic approaches to human rights and racial equality to ensure that affected populations wield more power and identify our strategies and priorities.

**Jacques Toubon,
Défenseur des droits,
France**



Avant toute chose, je souhaite remercier l'ECRI ainsi que la présidence française pour leur invitation et saluer également la qualité de la coopération que nous avons avec la Commission depuis la création du Défenseur des droits en 2011. Les productions de l'ECRI, que ce soit les rapports pays, dont ceux sur la France mais également les recommandations de politique générale, forment un corpus de soft law qui nous est très utile pour appuyer certaines de nos décisions. Pour citer un exemple très récent, dans une décision (2019-90) que j'ai prise en avril dernier je me suis appuyé sur la recommandation générale n°11 de l'ECRI pour dénoncer les consignes discriminatoires d'un commissariat de police à l'égard de Roms migrants et que j'ai qualifiées de profilage racial et social.

Le Défenseur des droits, je souhaite le rappeler très rapidement est chargé en vertu de l'article 4 de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 de :

- défendre les droits et libertés dans le cadre des relations avec les administrations ;
- défendre et promouvoir l'intérêt supérieur et les droits de l'enfant ;
- lutter contre les discriminations et notamment fondées sur l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, à une nation, à une religion ou sur l'origine.
- veiller au respect de la déontologie par les personnes exerçant des activités de sécurité sur le territoire de la République.

Enfin, une loi de 2016 a donné au Défenseur la mission de protection des lanceurs d'alerte.

En matière de discriminations liées à l'origine et la religion aujourd'hui quelle sont les grandes tendances en France ? Quelques chiffres :

Toutes les études et les réclamations reçues par le DDD, montrent que les discriminations fondées sur l'origine (18 % de nos saisines) dans tous les domaines de la vie représentent un phénomène de grande ampleur.

Selon l'enquête Eurobaromètre de 2015, c'est en France que la conviction de l'ampleur des discriminations fondées sur l'origine est la plus répandue, atteignant 82 % par rapport à une moyenne de 64 % dans le reste de l'Europe. 61 % de la population majoritaire estime qu'elle intervient très souvent ainsi que 71 % des français issus de l'immigration (2e génération).

Selon le rapport de France Stratégie sur Le coût économique des discriminations (2016), 92,7 % à 96 % des Français issus de l'immigration se perçoivent comme français mais 38 à 22 % croient ne pas être perçus comme tel.

L'enquête Accès aux droits que le Défenseur des droits a réalisée sur un échantillon de 5500 personnes démontre, que 44% des personnes noires, 42 % des personnes se désignant comme arabes et 38 % se désignant comme musulmanes témoignent avoir fait l'expérience du racisme depuis les 5 dernières années, et 50 % de ces personnes indique avoir aussi été victime de discrimination.

Les discriminations persistent :

- 59 % des hommes âgés de 18 à 34 ans, 65% des femmes, perçus comme arabes, noirs ou asiatiques rapportent des expériences de discrimination dans l'emploi.
- 55 % des personnes perçues comme arabes et 70 % des personnes perçues comme noires n'avaient pas trouvé de logement après une année de recherches vs 21 % des personnes blanches
- Enfin, concernant les contrôles d'identité, par rapport à l'ensemble de la population et toutes choses égales par ailleurs, les jeunes hommes qui sont perçus comme arabes/maghrébins ou noirs ont une probabilité 20 fois plus élevée d'être contrôlés que les autres.

On constate que les discriminations raciales forment un continuum en matière de racisme non seulement d'un domaine à l'autre de la vie quotidienne mais également dans la forme qu'elles peuvent prendre : cela peut aller des mauvaises blagues, micro-agressions, injures raciales, à des situations de harcèlement discriminatoire, de provocation à la discrimination, d'inégalités de traitement voire, à des situations de violences.

Les études le montrent, notamment celle de l'OCDE, sur le taux de chômage des enfants d'immigrés qui a augmenté depuis 2007, nous n'avons pas réalisé de progrès tangibles en matière de lutte contre les discriminations sur l'origine et la religion ces dernières années malgré un cadre juridique renforcé depuis les directives 2000.

En effet, si le droit est un outil essentiel en matière de lutte contre les discriminations, il trouve ses limites dans :

- les difficultés d'accès au droit, le non-recours d'une partie de la population, l'« aquabonisme »
- la difficulté de preuve en l'absence de données,
- le coût du recours pour la victime : qu'il soit financier ou qu'il se traduise par des effets négatifs durables sur la carrière avec le risque de représailles.

Nous sommes dans un système où la personne discriminée est très seule face aux organisations auxquelles elle est confrontée. Le rapport de pouvoir est largement en sa défaveur et dans l'emploi, les personnes discriminées constituent un « public captif ».

On le sait, il y a une forme de méconnaissance de la dimension systémique de ces discriminations. Il y a également un déni de responsabilité collectif qui favorise, - en particulier dans l'emploi, secteur clé de la vie d'une personne - un climat défavorable à la remise en question ou la plainte. Ce déni peut se traduire également par l'inertie des organisations et la déresponsabilisation des managers, enfin l'impunité, donc l'injustice. C'est la raison pour laquelle nous attendions beaucoup du recours collectif que malheureusement le législateur a limité dans son potentiel.

La discrimination fondée sur l'origine est un fléau qui, en France, vise directement ou indirectement 20 % de la population. C'est énorme. La majorité blanche, ne vit pas ces discriminations. Elle ne les voit pas et ne veut pas les voir. Je ne peux que constater depuis que je suis Défenseur des droits le recul des politiques publiques visant explicitement les discriminations fondées sur l'origine et la religion.

Le Défenseur des droits dans ses missions de protection mais aussi de promotion a produit beaucoup de décisions, d'observations devant les tribunaux, de proposition de réformes adressées au gouvernements et parlements successifs. Il a coproduit avec d'autres institutions, des entreprises, des collectivités, des associations, des chercheurs, des guides, des sites d'information sur le droit, des campagnes de sensibilisation, des études...

Mais il manque encore aujourd'hui une mobilisation à la hauteur des enjeux et notamment :

- une mise en œuvre à grande échelle des outils qui existent aujourd'hui ;
- la mise en place d'indicateurs non financiers et statistiques pertinents dans les organisations privées et publiques ;
- l'instauration d'un réel climat dans les organisations publiques et privées favorable aux mesures correctrices.

En conclusion, je souhaiterais dire qu'il y a aujourd'hui une confusion, - parfois dangereuse -, entre la lutte contre la haine, la lutte contre la radicalisation, les questions d'intégration, de respect de la laïcité, du vivre ensemble, la promotion de la diversité, etc... Toutes ces questions ne se confondent pas avec la lutte contre les discriminations et ne la remplacent en aucun cas.

L'égalité de traitement est l'une des promesses les moins bien tenues de nos sociétés aujourd'hui. Pourtant, notre avenir et celui de nos démocraties en dépendent.



**Anja Olin Pape,
Chair of the Joint Council on Youth
and of the Advisory Council on
Youth,
Council of Europe**

Good afternoon!

The sustainability of democratic and inclusive societies relies on the creativity, competencies, social commitment, and contribution of young people as well as on their confidence in the future.

I was asked to give "young people's perspective" to the issues we are here to discuss today, and as you all understand that is an impossible feat to accomplish. There are as many young people's perspectives as there are young persons on this planet. However, as much as differs in the experience of young people there are still a few things that on a general level brings us together.

Young people are much more dependent on others to survive. I am not talking about children who need obvious care, what I am talking about is that young people, young adults are also a lot more dependent on parents, society, networks and goodwill of other people than adults are. It takes time to become an independent individual in today's society, and it takes longer and longer for every generation. Precarious working conditions, high thresholds to housing, expensive educational systems and corruption are all factors that put young people at a greater risk of inequality, discrimination and abuse.

The perspective of intersectionality is vital to understand the situation for young people today. The life of a young, disabled, black woman is quite different from my own, even though we are both young, but parts of our challenges in life we still might have in common. Young human rights defenders, Young LGBTQ persons, Young Roma, Young refugees, Young

women all face different challenges, but on top of it the challenges are often engraved just for the reason of being young.

I am the Chair of the Council of Europe Joint Council on Youth. I am 28 years old, a youth worker, an educational advisor, a human rights activist, and a passionate spokesperson for the advancement of young people's access to their rights. It is not the fact that young people don't have sufficient rights (mostly), but it is for all of the reasons I just mentioned it is a lot harder for young people to access and realise their rights.

The youth sector in the Council of Europe is governed by a co-management structure. That means that governments and youth organisations together decide on the priorities, strategies, budgets and policies that lead the work of the youth department. We operate proudly in the Council of Europe, which is the one international organisation that has gotten the furthest in making young people a part of the decision-making process structured and true. The Council of Europe stands for, and realises a standpoint which is that young people are able, important and things are better when we involve them.

Youth organisations, and young people who are enabled and empowered to care for, take part in and develop the society that they live in is a crucial part in sustaining a democracy throughout time and generations. In youth organisations young people learn and take part in the fundamentals of a working democracy. Participating in youth organisations and youth movements guides you in civic participation and it creates agents of change. Again, the sustainability of democratic and inclusive societies relies on the creativity, competencies, social commitment, and contribution of young people as well as on their confidence in the future.

Youth engagement is a powerful tool for change. If nothing else we can look at Greta and the Fridays For Future movement. A movement reaching into the rooms of the world's top decisionmakers, built entirely from the bottom up. The success by this movement, apart from the fact that the world has been standing idly by watching climate change happen for too long, is that it is a movement inspired and brought forward by young people for young people. Representation matters and if you want to work with young people, it is crucial to give them the space to define their own role and associate themselves with your cause in a way that fits them. I was asked to address the question "Do you have to be on Instagram to connect to young people?" and my answer is no. I think it helps to spread your message, and it helps to further the cause your working for, but to truly engage young people you need to ensure that they can take the space that they need in society, and also work with them to find the solutions. It's not about listening to young people anymore, it is about working with us to create change. It requires real commitment offline.

International organisations, governments and society needs young people more than young people needs that said society. We as people with power and influence have everything to lose by distancing young people from decision-making and equally everything to win by involving young people in the shaping of or common society.

Dreams, hopes and aspirations mould young people into the adults they are to become. Positive expectations, respect and an active listening are crucial ingredients in making sure that that mould works in favour of democratic and inclusive societies. It's all about associating young people with the values and priorities of the Council of Europe.

**Evelyne Paradis,
Executive Director,
ILGA-Europe**



Transcript of the speech delivered at the conference

Thank you.

I'm very mindful that I'm the last and we're running out of time, so having the benefit of being the last one, I think I'm just going to use this time to actually stress the points that were part of my original presentation that I've heard already.

I'll start by saying that for ILGA-Europe - we are the LGBTI European organisation - it's hugely important to be here today because ECRI has been playing a crucial role. We know there's been a lot of very difficult conversations in the life of ECRI to include sexual orientation and gender identity in their mandate, but it has been of crucial importance and we are particularly appreciative of the fact that now the next cycle of ECRI will include intersex and that ECRI is starting to work on a general recommendation on LGBT. This is absolutely crucial and I'm going to tell you why by starting to name the first point of what's needed in this day and age, where we've named all of the challenges that we are facing.

It's crucial because as much as there is a lot of new methods and new ideas and new actions that are needed in the broad field of equality, the core of what we've been doing remains absolutely important. We still need to have rights protected enshrined in laws, solid laws, and we need very strong institutional bodies that are naming the explicit obligations of public authorities. And it matters to have a body like ECRI that has come out and said "Sexual orientation, gender identity are part of our mandate and we will start monitoring these". It matters because not only does it hold governments accountable, but the impact it has had on civil society actors and activists on the ground to be able to be meeting all of

the ECRI members gives incredible visibility, but also empowerment to people and I think that's something that we haven't named. It is not just about the monitoring of human rights standards here. It's what it gives as tools and power and encouragement to people who are fighting for rights, who are often being pushed and being made vulnerable.

I'll add that all of these, in terms of institutional bodies and implementation of laws, we need to continue to make sure that they are properly resourced. Because it's as much from civil society as it is from public authorities, whether it is governments or international institutions, that we are not politically giving enough means to all of the work that needs to happen.

The other important point for me being here and that ECRI has joined up the fight against racism, xenophobia, intolerance, and LGBTI equality and discrimination, is its importance of connecting the fights and the struggles. No one lives in isolation. It's already been said. There are of course very real specificities to issues around racism or discrimination based on sexual orientation and gender identity, but there are lots of common roots and we see that also at the moment [of] measuring where the opposition and the challenges come from. So, it is important to see that LGBTI people are not only their sexual orientation or gender identity just like no one is only their racial background or their ethnic background. We are a multiplicity of things. And I'll say that for connecting the fights, I think there is work that all of us need to do, including ourselves and civil society. I see it as much as a great responsibility for ILGA-Europe to fight racism within the LGBTI community and the LGBTI movement, because we can't be coherent if we're not doing that for ourselves, just like we're expecting our friends and allies in the anti-racist movement to fight LGBTI-phobia.

That connects me to another point, which is: in connecting the issues and adopting this intersectional approach, we need to constantly check who is part of the conversation and who is not. I'll give you a very real example here, it goes to the intersectional approach, but [it is] very real. In the LGBTI sector, we've been looking at how we address hate crimes and improve reporting. Of course, there's the immediate instinct to go [to the police]; we work with police, we work with law enforcement authorities. But if you only look at it from the perspective of a white gay man, you are missing the point, you are missing a huge piece of the puzzle. Because if you are a black gay man or if you're a gay man of Muslim origin, it doesn't matter how much you are told that the police is LGBTI-friendly. You are also looking at the police as someone who might be targeted or very likely will be targeted because of the colour of their skin or because of their ethnicity and religion. So it is really important to bring more people and to check who are we talking with in terms of measuring the effectiveness of the implementation of laws and policies.

Which then brings naturally to the piece of what we've been saying: we need to look at equality and the fight against discrimination in the broader social-justice, fighting-structural-inequalities perspective, and that is about looking at who is still having access to resources, who has access to decision-making power, who has access to policy-making. Because if you're not broadening it, there is a risk that we keep on replicating the same mistake.

And finally I'll say - this is also a great piece that we're all here together, bringing different movements and issues together - that I think (it's been said earlier today), I think too many of us have been silent and letting some very very loud voices be heard and take all the space and there's more than ever a need to come together. Because I actually happen to think that there's a huge majority of people who actually want a fair, equal, inclusive, just society. We just haven't been loud enough and now is the time to be.



**Closing of the session by
Maria Daniella Marouda,
First Vice-Chair of ECRI**

Transcript of the speech delivered at the conference

I have been given two and a half minutes, so I will try to summarise. Of course, it's almost impossible to do so. However, what I would really like to say, on behalf of ECRI, is a warm thank you to all speakers and participants for their valuable contributions to this afternoon's debates. This is the most important thing.

Today we have made a reality check after 25 years and we have looked to the future. Many interesting points have been raised and have given food-for-thought. I have decided, in order to be short, to summarise these in three points: reasons to celebrate, reasons to reflect, and reasons to change.

Reasons to celebrate: for 25 years, ECRI has been taking the pulse of Europe's anti-discrimination in this field with expertise, hard work, passion, independence, giving meaning to vague concepts through General Policy Recommendations and has been able to have links with different NGOs and very important confidential dialogue with states. We have now laws, legislation and equality bodies almost in all 47 member states of the Council of Europe. There are, however, also reasons for reflecting, because still today, 25 years after the creation of ECRI, there are groups that are marginalised in our societies. Racism, discrimination and intolerance are everyday issues for concern for many of our societies. Online hate speech, hate crime, institutional, structural racism [are] there. And there is an unpopularity of support of democratic institutions. Projects that support democratic institutions are not so popular these days. So there are budget cuts instead of strengthening these institutions. There are laws that seem to be neutral but actually target specific groups and there is this blindness, not only for colour, but also for many other grounds for discrimination.

There are reasons for change, or for ECRI to change: in the 6th cycle – the 6th cycle of our monitoring work started a few months ago - we have indeed decided to change. And I'm very happy that we have decided to include education in our reports, because this came up a number of times today and it's so important to get involved with youth, with young people. Also, equality bodies are going to be there, and inclusion in our societies, but I will not get into this because we will discuss it more tomorrow. We also have a Roadmap for the future where we examine whether we need new fields for our work, new methods and modes of action. But what we definitely know is that we need to improve our synergies even more.

We saw in this conference already today how important it is to work more within the Council of Europe: with the Court, with other monitoring bodies, between different directorates. But also with the European Union, the OSCE, the UN, with civil society and with private actors. So synergies are a very important aspect of our need to change more.

We need to find the balance between being critical with States and constructive with our recommendations. Confidential dialogue is there. However, when things are not going well, we need to somehow be stronger, more passionate. Five years in-between country reports is a long time. So we also need to have more interaction with civil society, with our liaison [officers], with equality bodies, with youth, with education over these five years.

Third point: we need a better reflection, within ECRI, of our societies. I think this was mentioned in the last panel. We need to modernise our communication even more. We have done so in this conference but I'm sure this can stay. We need to include youth activism somehow, and it's not enough to only listen to youth but also to work together, as we have heard. Then we need more courage to be smart, strategic, never give up and to be loud, or louder.

As you know, ECRI commissioned already two studies in preparation of this conference, one on the impact in the field of equality and the other one on how to move forward to increase ECRI's impact. Based on this, we have reflected on our future work and developed a road map for ourselves, but which also contains several recommendations to member States and stakeholders. We will share this Roadmap with you tomorrow at the closing of the conference. In October, we will present this Roadmap to the Committee of Ministers of the Council of Europe and we will use your contributions during this conference when we implement the Roadmap shaping our future work against racism and intolerance.

Now I'm pleased to close the working sessions of this first conference day and to invite you to enjoy the musical event, which will start in a few minutes upstairs, followed by a buffet dinner in the foyer at the gracious invitation of our French hosts. I wish you a pleasant evening and valuable networking.

Contribution by Frank Orton, First Chair of ECRI



Given the subject of this conference, Effective Equality, and being for almost four years ECRI's very first Chair, I would like to share with you my vision when originally designing ECRI's work and structure.

It is common knowledge that efforts to promote Human Rights are not much worth if they are not concretely directed to change the real world. Conferences and seminars and resolutions and statements could be interesting but are too often not enough focused on changing reality, the day-to-day situation of the man in the street, the woman in the field, the factory worker or the office servant.

In that summer of 1994, particularly two strategies or devices came to my mind.

Firstly, given that the situation in the Council of Europe countries varies, ECRI could - instead of "only" produce general recommendations and statements - provide advice, good concrete advice, especially and individually adjusted to the situation in each particular Council of Europe country.

This was the background to ECRI's now well-known country-by-country approach.

Secondly, in our first round of country reports, the idea was not to be criticizing and finger-pointing but to provide good advice. In our second round of reports we were to take note of and praise achievements in line with our first report as well, repeat advice not yet followed and, as appropriate, add new advice.

In our third round of reports, my vision included being more questioning the governments as to the reasons why our advice had not been followed. My vision further contained the possibility that, when publishing our fourth round of reports, ECRI could, if our advice had still not been followed, at well-announced press conferences in situ, publicly question the government's sincere interest in doing whatever it could to counter racism and intolerance.

My belief during those early ECRI days was that this could be a comparatively effective device, a decent device given the situation - governments had had their chances - to pressure governments to take real action in all possible respects.

Having been a human rights ombudsman of sort in two different countries, it's my sincere belief that one could do wonders with the help of mass media and public opinion, provided that one bases oneself on well-founded facts and wise views.

Vendredi, 27 septembre 2019 - Friday, 27 September 2019

Ouverture - Opening

**David Stanton,
Minister of State for Equality,
Immigration and Integration,
Ireland**



Good morning,

I am delighted to be here today to speak at this anniversary event for the European Commission against Racism and Intolerance (ECRI). It is a great honour for me to address European colleagues on the vitally important topics of diversity and inclusion. The promotion of integration and inclusion is a vital challenge which faces all modern societies in a time of globalisation.

The Irish Government is committed to the development and nurturing of an all-inclusive society in Ireland. We are in the process of implementing a number of key strategies which are helping to promote inclusion and diversity in Irish society. These include the National Traveller and Roma Inclusion Strategy, the Migrant Integration Strategy, the LGBTI + National Youth Strategy, the National Disability Inclusion Strategy and the National Strategy for Women and Girls. These strategies provide the framework for concerted action by Government, public bodies and civil society to promote equality and inclusion.

These strategies, combined with legislative progress over the last decade, demonstrate strong progress in our advancement towards a more progressive, fair equal country. In particular, there have been a number of notable milestones in Ireland in recent years that are indicative of real change. These achievements include the Marriage Equality Act in 2015 and the formal recognition of Traveller ethnicity in 2017. They have confirmed the readiness of Irish society to recognise its own diversity and the importance of respecting the rights of others.

In tandem with acknowledging the advances that have been made, it is important that we take stock of the challenges we currently face. In this context, I would like to talk a little about the successful integration of migrants into society. Despite many positives and much progress made to date, both at European and national levels, we cannot afford to be complacent about integration and I believe that we can all agree that this is becoming an ever more critical area of social policy.

When we talk about successful integration, what do we mean? To my mind, it is, in part, about successful interactions. It is about communities that offer a generous welcome. It is about the willingness and, sometimes, the bravery, to accept that welcome. It is about people of different cultures and backgrounds coming together and seeing themselves together as a community.

Integration policy has to focus, first and foremost, on community. Community is at the heart of Irish and European life. It is in the daily interactions, in workplaces, schools, social gatherings, and places of worship, that migrants will determine their sense of belonging in their new homes. Diversity is a reality. I also view it as a strength, which can only serve to enrich our lives and benefit our society as a whole. Furthermore, meaningful participation by all members of society is crucial to the functioning and legitimacy of all democratic systems.

I strongly believe in the importance of building capacity at community level to promote integration. I believe that it is within the community that the meaningful bonds of friendship can best be forged.

Inspired by the Special Olympics model, in 2017, I introduced an initiative called the Communities Integration Fund, which provides funding for projects that support migrant integration in local communities. This fund enables existing local community groups to undertake initiatives to bring migrant and non-migrant individuals and families together in shared activities within their community. It is about building community and about ensuring that community initiatives truly reflect the diversity of the new Ireland. It is fitting that in working together on projects to encourage integration, people have discovered the richness that diversity brings to our communities. 124 projects are being funded in 2019 alone.

The types of funded projects are diverse. Some have had a specific focus on combating and preventing racist behaviour and promoting mutual respect between communities such as Sport Against Racism Ireland and LIR Anti-Racism Training & Education Programme.

Projects have been funded that promote intercultural awareness where host communities and migrant communities are brought together to celebrate each others' cultures and customs. These projects usually involve an event where migrant groups are invited to showcase their culture and traditions and/or be introduced to Irish culture and traditions.

The Irish people love sports and the arts and I was delighted that projects such as Offaly Sports Partnership was granted funding for a project entitled "Diversity Games and Integrated Academies for Athletics". This project sought to facilitate local migrant integration and to improve the mental and physical well-being of migrants by encouraging them to get involved in local sports clubs and events. And then, after those sporting events, they attended events that encouraged migrants and local host communities to interact with

each other through arts and crafts, music, dance, theatre and literature. Another excellent example was the Ennis Street Festival which celebrated the theme of 'Cultural Identity'. As a result of this funding, the streets of Ennis came to life with music, street performers, comedy, circus shows and many workshops which offered people the opportunity to participate and most importantly, to get to know one another.

An area of personal interest to me is capacity building. I am pleased that the initiative has funded projects with a social inclusion focus which help particularly vulnerable groups of migrants to overcome specific difficulties. The projects funded have included parenting classes for young migrant parents. Fáilte Isteach (which is the Irish words for Welcome Inside) in Dublin received funding for a project aimed at increasing the number of conversational language sessions and community information workshops available to the migrant community.

Another element of this integration funding was for the area of Supports for Migrant Women, which addresses the integration challenges specific to migrant women by encouraging more active participation by migrant women in the local community and local women's groups. AiDwA in Dublin involved migrant women in designing and participating in a project to promote their active civic engagement in their communities and at society level.

My philosophy of building at community level inspired me to drive forward a new strand to Ireland's refugee programme, namely community sponsorship. I was inspired by the initiatives undertaken in Canada and the UK whereby local communities take responsibility for sponsoring refugees, finding houses for them, reaching out to become friends, offering jobs and supporting them with English language training. I was profoundly moved when I visited a project in the UK and already the refugee children considered the community sponsors to be proxy grandparents. I launched the community sponsorship programme in Ireland in December 2018 and the pilot programme is scheduled to run until October 2019.

Currently 5 families (17 individuals) are being supported by 5 communities and preparatory work is under way in relation to 8 other community groups throughout the country. More families are due to come to Ireland in the near future who have been identified as suitable for the community sponsorship programme during recent missions to Lebanon and Jordan. Community sponsorship allows us to tap into the good will which lies at the heart of most communities. It creates the ties of friendship and support which enable refugees to have a sense of belonging in their new communities. As such, it achieves better integration outcomes than other models in which the community may feel somewhat at a remove from the resettlement process for refugees.

The pilot phase of the community sponsorship programme has recently been assessed by an independent international evaluator who was extremely positive and commended Ireland on the programme. He said "The evaluation finds that Irish government approach to interaction with Syrian refugees in the selection process contributes to creating an important but informal connection with the refugee applicant, shows in a basic but fundamental way that Ireland is extending a welcome for refugees, displays a fundamental respect for the refugee applicant and is highly valued and remembered by refugees resettled through the project."

Community sponsorship is an example of good practice that can translate internationally. As such, it symbolises the benefits of international cooperation. In 1949, the year that Ireland officially became a republic, we became a proud founding member of the Council of Europe. Signing the Statute of London in 1949, Irish Minister for External Affairs, Séan MacBride stated that what mattered most was “the sincerity of our attachment to the fundamental rights and principles which form the ethical foundations of human society and our willingness to give effect to them”.

Ireland’s attachment to the Council of Europe is as strong and sincere as it was 70 years ago. Indeed, it is no exaggeration to say the values and principles of the Council of Europe are part of our DNA in Ireland.

It is unique institution in ensuring for us all, a European way of life, where fundamental rights and values are respected and protected through the Convention system, with the European Convention on Human Rights at its core.

Indeed, as we celebrate the Council’s milestone anniversary, it is fitting that Ireland and its partners reaffirmed in the joint declaration at May’s Council of Ministers gathering in Helsinki our attachment and willingness to uphold the principles of rule of law, human rights and fundamental freedoms.

The Council of Europe may have grown and evolved over the past 70 years, but the principles and values upon which it was founded continue to endure. The creation of such a common legal space is unprecedented in European history, and an achievement that we celebrate.

The various treaties and Conventions provide the structure for the many very valued monitoring bodies of the Council of Europe including the European Commission Against Racism and Intolerance (ECRI), with a strong 25 years record of achievement that we celebrate today.

Before I conclude, I would like to turn briefly to the extremely important work of ECRI. You all know this, but I would like to acknowledge the importance of the independent, impartial and expert monitoring of states around issues of racism, xenophobia, antisemitism and intolerance. The Commission has carried out six detailed monitoring reports on Ireland since its establishment in 1994. The most recent report, published in June 2019, acknowledges the significant progress Ireland has made over the last seven years around these important issues. It is heartening to see that hard work and real effort can have a positive impact in this important area, and we appreciate the objective insights into the challenges that we must tackle. ECRI’s monitoring work has helped keep inclusion and diversity issues at the forefront of governments’ attention. Once again, I congratulate the Commission on 25 years of excellent work and look forward to continuing our cooperation together over the next 25 years.

Thank you.



**Muhterem İnce,
Vice-ministre de l'Intérieur,
Turquie**

Chers invités,

Je remercie cordialement pour l'invitation à prendre la parole à cette conférence

M. Jagland, dont le mandat a pris fin la semaine dernière, le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe dont nous sommes un membre fondateur, Mme de Montchalin, la Secrétaire d'Etat du Ministère des affaires étrangères de France, pays qui accueille cette conférence ;

M. Lehnert, le Président de l'ECRI, avec lequel nous partageons des valeurs communes.

Je salue respectueusement les chers participants. Je suis très heureux de pouvoir procéder à un échange de vues avec des interlocuteurs honorables sur une plateforme aussi importante, au sujet des problèmes d'inégalité, auxquels le monde entier est exposé.

Chers invités,

L'instabilité causée de nos jours par les conflits régionaux et mondiaux, a conduit à une accélération des mouvements humains. Le nombre de migrants dans le monde a atteint 258 millions de personnes en 2017, le nombre de personnes déplacées environ 71 millions en 2018, et le nombre de réfugiés atteint 26 millions de personnes.

À ce stade, nous devons admettre que l'Europe a une force d'attraction pour les personnes déplacées et les migrants et que la migration est un élément permanent de l'agenda européen.

Venons-en au rôle vital de la Turquie dans ce processus.

Historiquement parlant, la Turquie est un pays situé sur les routes migratoires. Elle a accueilli pendant des siècles les migrants arrivés de diverses régions du monde.

La Turquie a accueilli les juifs exilés des quatre coins de l'Europe au 15^e siècle, les peuples du Caucase, en particulier les circassiens exilés du Caucase, au 19^e siècle, et les bosniaques et albanais qui ont quitté l'Europe depuis le 19^e siècle pour diverses raisons et à différentes périodes.

Tous ces groupes continuent à vivre en tant que citoyens turcs avec l'identité culturelle qu'ils ont préservée. Environ 40.000 arméniens n'ayant pas de liens nationaux, en plus de nos citoyens d'origine arménienne, se sont installés dans notre pays pour avoir de meilleures conditions de vie. Je pense que notre approche envers les arméniens, dont on pourrait croire que nous sommes le plus éloigné sur le plan politique, est remarquable.

En tant que pays, nous avons toujours considéré qu'ouvrir les bras aux opprimés et aux victimes est une responsabilité de notre conscience. Cette approche est l'héritage de notre civilisation ancrée qui se base sur la conscience, la tolérance et le partage.

L'Islam ordonne de donner confiance aux personnes qui ont été victimes de tout genre d'injustice et d'oppression et de les aider. Notre prophète Mohammed recommande de partager et d'aider ceux qui sont en difficulté, en disant : « Celui qui dort rassasié pendant que son voisin a faim, n'est pas des nôtres. »

En tant que pays voisin, c'est sous cette optique que nous voyons depuis le début les conséquences de la crise syrienne qui a pris la tournure d'une vague migratoire sans précédent et du plus grand drame humanitaire. Environ 5 millions de migrants, dont 3,7 millions de syriens qui ont le statut de « protection temporaire », vivent actuellement dans notre pays, sous le signe de la paix et de la fraternité. Vous constaterez que ce nombre est supérieur à la population de plusieurs pays membres du Conseil.

Chers invités,

Avant de passer aux efforts que nous avons déployés concernant la gestion de la migration et l'adaptation des migrants à la société turque, que je vais expliquer en détails, je voudrais rappeler que la migration irrégulière n'est pas un phénomène pouvant être évalué indépendamment des autres sujets de sécurité nationale.

Les informations que nous possédons démontrent clairement le lien symbiotique entre la migration irrégulière, le trafic de migrants, les organisations de crimes organisés et les organisations terroristes de la région.

Alors que les organisations terroristes PKK/YPG et de Daesh sont en conflit, nous avons de nombreux constats sur leur coopération pour leurs propres intérêts organisationnels et la procuration d'un financement dans les domaines du « trafic des migrants » et des autres crimes organisés. Un quart des trafiquants de migrants que nous avons arrêtés aux frontières est de notre pays, sont en même temps des personnes recherchées pour adhésion au groupe terroriste PKK ou des personnes qui ont fait l'objet d'une procédure (judiciaire).

Bien que tout cela ait fortement accru les menaces sécuritaires contre notre pays, nous n'avons jamais abordé la migration irrégulière vers notre pays avec une approche de sécurisation.

Nos efforts en matière d'adaptation des migrants se concentrent avant tout sur l'humain. Seule une politique d'adaptation efficace peut permettre une cohabitation harmonieuse des migrants et réfugiés dans la société du pays où ils résident et leur permettre de devenir des individus productifs. Notre approche de l'intégration contribue au développement culturel de la communauté étrangère et de la communauté d'accueil. Elle n'est pas assimilatrice. Les efforts que nous déployons dans différents domaines tels que la santé, l'éducation, le logement et l'emploi, visent à améliorer les conditions de plus de 4 millions de personnes parce qu'elles sont avant tout des êtres humains. Dans ce cadre, le total des dépenses humanitaires que nous avons faites pour subvenir aux besoins des syriens vivant dans notre pays, s'élève à 40 milliards de dollars.

Nous soutenons l'adaptation des migrants dans notre société que ce soit avec les dispositions légales ou les politiques que nous menons. Nous avons mis en vigueur la loi sur les étrangers et la protection internationale en 2013, ainsi que la législation de la protection temporaire légalisant le statut des syriens dans notre pays. Et avons mis en application le « document de stratégie d'adaptation et plan d'action » pour assurer l'adaptation des migrants a notre pays.

Dans ce cadre, nous accordons une importance particulière à assurer l'accès des migrants et des réfugiés à l'éducation et au marché du travail à tous les niveaux.

Dans le cadre de cette importance que nous accordons à l'éducation, nous scolarisons dans notre pays plus de 650.000 enfants syriens en âge de scolarisation. Entre 2014 et 2019, nous avons élevé le taux de scolarisation des enfants syriens de 30% à 65%.

Nous prenons toutes les mesures pour permettre aux migrants et aux réfugiés de travailler dans des conditions dignes de l'homme. En 2016, nous avons constitué un fondement légal pour accorder un permis de travail à des syriens sous protection temporaire. Jusqu' à ce jour, nous avons accordé un permis de travail a plus de 80.000 syriens.

Nous avons permis à 13 000 enseignants syriens de contribuer à nos services d'éducation. Nous assurons l'enseignement de plus de 150.000 étudiants internationaux, dont 21.000 syriens dans nos universités. Nous employons dans nos universités plus de 400 académiciens syriens.

Dans nos activités en tout genre, nous présentons des services pour aider les étrangers à surmonter l'obstacle linguistique. Le site web de la direction générale de la gestion des migrations est désormais disponible en 6 langues (turc, anglais, arabe, persan, russe et allemand).

Nous avons créé 'Yimer' qui fournit des services d'information aux étrangers, une ligne d'aide d'urgence accessible en 6 langues, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. En coopération avec le Ministère de l'éducation nationale, le Ministère de l'intérieur continue d'orienter les étrangers vers les cours de langue, de formation professionnelle et de passe-temps. Depuis

juin 2018, plus de 60.000 personnes de divers groupes d'âge, ont bénéficié des cours de langue que nous avons lancés.

Nous estimons que le processus d'adaptation fonctionnera plus efficacement si tous les migrants, qu'ils parlent turc ou non, transmettent leurs problèmes de manière démocratique. Depuis 2018, nous avons réalisé de nombreuses rencontres pour l'intégration afin de renseigner les étrangers au sujet de nos activités et d'avoir leur avis. Lors de ces rencontres, nous avons rassemblé les syriens sous statut de protection temporaire, les représentants d'institutions et d'établissements publics et les représentants d'ONGs turques et étrangères dans les réunions d'harmonisation. Cela a permis de transmettre aux participants syriens leurs droits et responsabilités, et ce, directement et d'une manière plus efficace.

En outre, afin de sensibiliser les dirigeants du secteur public sur l'adaptation, nous avons organisé des séminaires et des formations de haut niveau à l'échelle régionale avec la participation des dirigeants publics, de manière à comprendre l'ensemble de la Turquie.

Chers invités,

Les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les migrants âgés subissent plusieurs désavantages à la fois. Nous avons organisé, dans ce sens, des services de soutien social sous forme de branche différente de notre stratégie d'adaptation. Entre 2014 et 2018 ; 400.000 syriens ont bénéficié de services de soutien psychosocial. 60.000 syriens ont bénéficié d'autres services destinés aux femmes, aux enfants, aux personnes handicapées et âgées du Ministère de la famille, du travail et des services sociaux. Nous avons fortement renforcé la capacité de nos centres de services sociaux dans 28 provinces où les étrangers sous statut de protection temporaire et de protection internationale sont nombreux. Notre Direction Générale de la gestion de la migration a concrétisé des applications telles que la page internet « adaptation des enfants », le camion mobile d'adaptation sociale, et les sets d'adaptation pour enfants destinés aux enfants.

Chers invités,

Nous avons exposé une approche intégrante fondée sur la coopération efficace entre les établissements nationaux pour les exemples que j'ai cités concernant nos activités. Grâce à cela, nous avons dépassé les principaux pays de l'économie mondiale avec les aides humanitaires que nous avons fournies comme une « organisation humanitaire mondiale ». En outre, le partage au niveau international de la charge causée par la migration, a une grande importance pour améliorer l'efficacité des efforts. Je voudrais exprimer que jusqu'à ce jour, nous n'avons pas reçu le soutien désiré de l'arène internationale, y compris de l'Europe.

Alors que nous attendons le soutien de l'Europe et du monde dans notre lutte contre la migration irrégulière et dans l'adaptation des migrants, malheureusement, nous sommes témoins de certains développements négatifs contraires à notre vision de l'humanité : les conséquences des attaques du 11 septembre et notamment la vague migratoire déclenchée par les conflits au Moyen-Orient et en Afrique.

On ajoute une nouvelle dimension au racisme, à la discrimination, à la xénophobie et à l'islamophobie. En effet, l'attaque terroriste dans deux mosquées en Nouvelle-Zélande le 15 mars 2019, indiquent la dimension qu'atteint l'islamophobie.

Par ailleurs, nos citoyens qui vivent à l'étranger, constituent notamment en Europe occidentale une partie importante de la communauté musulmane et sont directement affectés par ces développements négatifs. Selon les données du ministère turc des affaires étrangères, plus d'une centaine d'incidents sont enregistrés par année pour des motifs xénophobes. Malheureusement, la quasi-totalité de ces incidents se sont produits dans des pays européens.

Nous estimons que ce problème peut être résolu par les méthodes suivantes :

- assurer la lutte contre la discrimination et l'adaptation culturelle des groupes culturels et ethniques,
- soutenir le pluralisme,
- éliminer le racisme des établissements officiels,
- accentuer les discours humanistes et éviter les discours discriminatoires,
- donner l'opportunité aux musulmans de s'exprimer.

Chers invités,

Le Conseil de l'Europe et l'ECRI sont les plateformes les plus convenables pour lutter contre ces approches qui sont contraires à nos principes communs. Nous devons pouvoir discuter ensemble de ces questions au Conseil de l'Europe et au sein de l'ECRI, et agir ensemble. À cette occasion, je célèbre le 25^{ème} anniversaire de l'ECRI qui vise à atteindre les valeurs auxquelles nous croyons.

Je veux mettre fin à mon discours en soulignant ma conviction que cette conférence contribuera à la volonté commune de parvenir aux objectifs de l'adaptation des migrants et la prévention du racisme, et sera une étape importante sur la voie de l'égalité effective.

Je vous remercie pour votre attention.

3^{ème} session – Sociétés inclusives : Comment y aboutir véritablement ?

3rd session – Inclusive societies: How to get it right?

Inclusion and diversity in sport

**Clarence Seedorf,
Football legend and promoter of
diversity and inclusion**



How can we guarantee integration and inclusion within our society and in sport?
How can we make sure that diversity is considered as an opportunity and not a threat?

I want to start saying that no human being is born racist and how I see the topic we are talking about today. I believe ignorance stands at the very start of this problem. Ignorance generates fear and fear plays a terrible and negative role in the process. A person who doesn't know will live discriminating others and this mindset will lead to racist behaviours. If this process is often repeated, a new racist is born years after birth.

Intervention is needed on all these levels. How?

Our society should strive for excellence. Excellence is what we need at all levels to be better persons and live better lives, from politics to sports. To achieve this excellence, we need to ensure equal opportunities for all.

There is only one race and we all are part of that same race. All our different backgrounds, cultures, thinking should work together for a common goal. It is up to us to see diversity not as a threat but as a resource, we should embrace it for our personal growth and improvement of our society.

There is no place for labels when you look for excellence. You look for the best and full stop. In the NFL there is a rule called the Rooney Rule, where Clubs must give the opportunity to people to be interviewed for apical positions within their sport organisation, no matter what their background is. The positive side of it is that it forces owners to be confronted with their own misperceptions and prejudice. They have started:

- looking for the best person for the job;
- making choices based on “who can deliver the best results”;
- inspiring those interested in certain jobs because they have the possibility to be hired.

Having the opportunity to compete for a job knowing that the best will be chosen would be a great achievement. It looks obvious, but in fact the exact opposite is still happening in many places.

Now think about European football or world football in general. But just before we go there, the word “black” represents as well all those who suffer inequality and discrimination. So here we go...

We have 2 black coaches in the main 6 European leagues:

- 0 in Italian Serie A,
- 0 in UK Premier League,
- 0 in Spanish La Liga,
- 0 in German Bundesliga,
- 1 in France Ligue 1 (Viera/Nice),
- 1 in Dutch Eredivisie (Henk Fraser/Sparta Rotterdam).

All the black players that delighted football crowds for decades and have their coaching license are not good enough to make it to a bench? Aren't they worth to get the same opportunities? This lack of diversity is evident at all managerial levels. If we want things to change, it needs to be a top-down process. So, let me give you some examples on my own experience.

I've started my coaching career in Italy, at AC Milan, in 2014. Till now I'm the coach of the Rossoneri to have achieved the highest points average in the last five years. After I was dismissed from that job, other 5 coaches have followed and no one improved my results. We have few things in common: all of us have been dismissed after short time after taking that job and we all have been contributing to Italian football.

But the one thing that stands out is that all of them, white men former players, got job offers and started working immediately after. What are the criteria to get a job then? Is it excellence, talent or other factors? And how many job interviews do you think I got in Europe after that?

Only 1.

It is not about me, I'm not here to complain. According to a research made by UEFA few years ago:

- 95% of all presidents, vice-presidents and executive committee members at elite level clubs, national leagues, national federations and UEFA are White men;
- 87% of all CEO's and Heads of Unit at elite level clubs, national leagues, national federations and UEFA are White men;
- 99% of senior coaching positions at men's national 1st teams and under 21's, under 19s and under 17s national teams across Europe are White men.

These facts are creating great depression and disillusion among those wanting to get into these jobs and who want to get at least an opportunity to show their qualities.

And in our society it is the same. We are surrounded by non-inclusive messages continuously, which is part of conscious manipulation. I was walking in London and I entered into a toy store to get a doll for a little girl. There was a wall full of dolls, 30 different models. All white ones, except one: a black doll in a wheel chair. Why?

When I was a player, by public opinion one of the best players of my generation, I was never chosen as the face for any sponsorship campaign from a sport or other brands.

Why? And why the most successful player of Dutch history missed out 7 years to play for the National Team being at the peak of his career?

We are in need for equal opportunities instead of systematically blocking the growth and entrance of motivated talent.

Those are just a few examples of how inclusion and integration are sabotaged at different layers within our society, on and off the football pitch. We need to act. I see lots of initiatives on grassroots level. But to really change things we have to go top-down. First, we need to focus on legislations and then messages promoting inclusion and equality, implementing educational programmes, more hours of physical education to make kids develop from a physical and a cognitive point of view, then study the full history of their countries and that of the world, including all the bad things that were done in the past. Those in power today should not feel guilty for what happened in the past, but they should feel very responsible to take action now learning from the past and doing everything within their capacity to improve the lives for generations to come creating an inclusive society based on equality.

We need to fight ignorance with education and law implementation using sometimes tough measures, which might feel unpopular at the beginning but serve the community on the long term. That is real leadership.

We need to work for a brighter future. We have to take into consideration all the global topics that come with it like, for instance, the discussions about a healthy planet. Today we don't respect ourselves and others enough. How do we think to manage to respect our planet?

Everybody here in this room had a dream when we were kids. This dream was pure and without interest. Make sure the next generation cannot just dream but live their dreams. They will be the ones that will continue your work because you inspired them.

I believe in the human being. I was and still am a dreamer. Will allow no society to take that away from me (but sometimes I also need help in order to keep my aspirations going). Let's think for a moment about our children and grandchildren. How we want them to be happy in life. Happiness for our kids comes with the creation of proper conditions. A society based on equality and inclusiveness would make them very happy. And would make all of us really proud.

Thank you very much and let's do this together!

**Débat
d'experts**

**Panel
discussion**



Etant donné que cette séance consistait en une table ronde interactive, veuillez consulter son contenu en visionnant l'enregistrement vidéo complet sur le site de l'ECRI <https://www.coe.int/fr/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/high-level-conference-for-ecri-s-25th-anniversary> (à partir de 00:48:00 h).

As this session consisted of an interactive panel discussion, please consult its content by watching the full video-recording, which is available on ECRI's website, <https://www.coe.int/en/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/high-level-conference-for-ecri-s-25th-anniversary>, and at: <https://vimeo.com/366236739> (starting at 00:48:00 h).



4^{ème} session – Nouvelles technologies et Internet : Comment utiliser les opportunités et maîtriser les risques ?

4th session – New technologies and the Internet: How to use the opportunities and control the risks?

**Débat
d'experts**

**Panel
discussion**



Etant donné que cette séance consistait en une table ronde interactive, veuillez consulter son contenu en visionnant l'enregistrement vidéo complet sur le site de l'ECRI <https://www.coe.int/fr/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/high-level-conference-for-ecri-s-25th-anniversary> (à partir de 01:57:15 h).

As this session consisted of an interactive panel discussion, please consult its content by watching the full video-recording, which is available on ECRI's website <https://www.coe.int/en/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/high-level-conference-for-ecri-s-25th-anniversary> and at: <https://vimeo.com/366236739> (starting at 01:57:15 h).



Conclusions – L'avenir de l'engagement pour l'égalité et de la lutte contre le racisme et l'intolérance

Conclusions – The future of the promotion of equality and the fight against racism and intolerance



**Domenica Ghidei Biidu,
Second Vice-Chair of ECRI**

Dear participants,

I realise I am standing here in front of you at the end of a two-day long, very inspiring and intense conference. My role is to share with you short conclusions of these two days before I hand over to ECRI's Chair who will inform you about how we as ECRI will proceed further in our work.

This conference has helped to examine how far we have come on the road to effective equality and what we need to do next. It has been fascinating to hear all different perspectives. Thank you for being here and for all your contributions. Be assured that we will make use of your valuable input for implementing our Roadmap to Effective Equality that ECRI's Chair will present to you. Before I hand over, I would like to mention a number of sound bites or key points that I have observed over these past two days and which triggered and inspired me particularly on a personal level. I hope that they will also give you food for thought.

The importance of engaging and working with youth. One speaker yesterday pointed out that we have an obligation to our history and our future to promote universal values among the next generations. I agree completely. This applies also to many "minoritised" societies as well as, for example, to women. "Nothing about us" is an important concept introduced

and used by the emancipation and social justice process of persons with disability. I think that applies to groups exposed to racism or various forms of intolerance as well. We should look at our institutions and how we include others - the broad diversity of our population -, how we give them a voice and address and include them in the conception and implementation of our policies. Look at your own organisations, how inclusive are you? I will come back to this point later.

Another speaker reminded us that we are in the presence of very serious acts. Racism and intolerance can and do lead to multiple forms of harm, injury and death and we have a high responsibility to get the response right. I think we need also to understand the psychological impact of racism and intolerance as a traumatising experience which can be transferred to the next generations, eroding the feeling of belonging and trust in the community. It is the responsibility of all of us to combat racism and create a sense of belonging.

I was struck by the analyses of colour-blindness and colonial amnesia, which are challenges to achieving "racial equality" in Europe. I recognise that. Very often people in organisations and high-ranking officials say to me: "We don't see that you are black". I think they do that as a kind of favour to let me know that they see me as equal, but that says many things. It is as if acknowledging our difference and the impact one's colour can have on our experiences in everyday life should not be talked about. We need to find the courage and learn to talk about such uncomfortable and uneasy topics as colonial amnesia, but also about colour and blackness.

Another major challenge we face, as the Chair of Equinet reminded us, is translating all the standards at the national, European, and international level into actual change in the different areas of everyday lives of people. We should ask ourselves: how effective are we? Are we satisfied with the impact we have? Sometimes the operation has succeeded, but the patient has died. This is not something we should be happy about. It is very important to ask ourselves the question: how impactful are we for the individual citizen we are serving? This is the homework we should be doing.

I was flattered to hear of the complementarity of ECRI and the European Court of Human Rights, and that the work of ECRI has been an essential reference tool for the Strasbourg judges. Also flattering to hear how ECRI has been essential for the creation and strengthening of Equality Bodies. I am very proud of our revised GPR No. 2 and happy that our country monitoring work is perceived as being an important reference point.

The path to effective equality requires mainstreaming - putting equality and non-discrimination policies at the centre of political action and not as something optional or accessory. A crucial point which has been repeated is the importance of local governments, cities and municipalities. That is where we live together, that is the place where we are society and where we discover our common humanity. It is a very important place for us to work further. We have heard of many inspiring good practices in places where we can tap into lived experiences of cohesion and community.

The next generation should not only dream, but also live the dream of inclusive society. That touched me very much. Integration and inclusion are a two-way process. We need to realise what this means. It is not always difficult to achieve, but it must be practiced daily.

For example, for us in certain cities in the Netherlands, we live in super-diverse cities where there is no majority – which means that we are all minorities. That obliges us all in this new context to really learn how to integrate and include each other.

Focus on excellence. There is no place for labels when you look for excellence. Look for the best. These were very inspiring quotes of Clarence Seedorf. Using statistics, he underlined the need for equal opportunity and a focus on excellence also in football. We need transparent recruitment procedures which focus on quality and excellence that will stimulate equal opportunity and participation in our society. For example, I heard that many excellent young people from “minoritised” communities wishing to attend traineeships at the EU, the Council of Europe or at local government level, are not able to afford such traineeship positions because of financial constraints. This means that they will not get an opportunity to grow further and have leadership positions. So, we need to look at the unconscious results of our policies and do something to create equal opportunities and strategies to address them.

The last panel was on AI. I will just mention a couple of inspiring sound bites. One was “be aware of the hype of AI”. I really understand that. We need humans to translate the algorithms. We always need humans, not only technologies, and that is very reassuring. AI gives possibilities, but also risks. The bias in the beginning when creating an algorithm could be multiplied fast and the most frightening thing is that it works like everyday discrimination and racism. For example, Google showing well paid jobs involving only men, probably white men of a certain age, or self-driving cars which do not recognising a black person as a human being. These are very serious and there are many other examples. The representative of FRA also said a “black box” of AI should not be a “black box” for fundamental rights.

Learning from the past has been put forward a couple of times. In West African tradition we have a bird called “Sankofa” which looks back; this means that you need to look back and fetch what you forgot in order to move forward. And one of my colleagues said when you are rowing you are sitting with your face to the back and you are focusing in order to move forward. It means that we must take responsibility for our past. We, as Europeans, have also migrated, we have also colonised, we have committed atrocities, but amnesia is standing in the way of learning lessons from our past and taking responsibility. We reap what we sow and what happens there touches us here. Being responsible and creating just and interconnected policies and actions is very important.

Education, education, education, education once again. I am so happy that in our sixth cycle we are focusing a lot on education. Schools are the places to encounter people from different walks of life, to see and to learn from each other, to be interdependent on each other when preparing for exams or playing games. Multilingual education and decolonisation of our education material throughout the curriculum from elementary school to secondary school and to university, is a big task. But we need to do this because the way we frame migration and migrants has a huge impact on inclusion in society now and in the future. We need to create pluralistic and democratic spaces as a very important imperative.

Finally, my ECRI colleague stated earlier that we should celebrate, but not too much. We should strive to become better, more effective, by investing in the infrastructure we have created and imagining new ways of working together, creating communities and societies, to realise our full potential.

Thank you very much.

Feuille de route de l'ECRI vers l'égalité effective

Jean Paul Lehnert,
Président de l'ECRI



I. Situation en matière de racisme et d'intolérance en Europe

1. La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) a été créée en 1994 lorsque l'Europe a connu, avec l'ouverture du « rideau de fer », une évolution aux dimensions historiques. L'ECRI est fière des résultats qu'elle a obtenus depuis sa création il y a 25 ans. Elle a mis en place une procédure largement respectée permettant d'effectuer un monitoring régulier de tous les États membres du Conseil de l'Europe et d'engager un dialogue avec les gouvernements sur leurs succès, tout comme leurs échecs, dans la lutte contre le racisme et l'intolérance et dans le développement d'une société inclusive et équitable. Ses travaux s'appuient sur la Convention européenne des droits de l'homme et sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Ses recommandations de politique générale (RPG) établissent des normes dans toute une série de domaines et aident les gouvernements à élaborer leurs politiques.

2. L'ECRI note que les États membres sont de plus en plus conscients des phénomènes de racisme et d'intolérance et de leurs diverses formes, tant visibles que cachées. Nous pensons que les travaux de l'ECRI ont nettement contribué à la lutte contre le racisme et l'intolérance et en particulier à l'adoption par les États membres d'un cadre juridique de plus en plus solide contre les crimes de haine, les discours de haine et les discriminations. Les États membres ont aussi renforcé le cadre institutionnel de promotion de l'égalité et de protection des personnes et des groupes contre le racisme et l'intolérance, en particulier par la création d'organismes de promotion de l'égalité.

3. Parallèlement, l'ECRI rappelle que les racines profondément ancrées du racisme et de l'intolérance ont, à plusieurs reprises, conduit à des guerres et à des génocides catastrophiques. Si de nombreux progrès ont été faits depuis la création de l'ECRI, l'Europe a malheureusement été, ces dernières années, le théâtre de nouveaux mouvements racistes, homophobes et transphobes, parfois même avec le soutien de gouvernements. À l'ère actuelle de la mondialisation, de nombreuses personnes se sentent menacées et redeviennent sensibles au racisme et à la haine. Les responsables politiques, non seulement de partis marginaux mais aussi de plus en plus de partis traditionnels, ont joué sur les peurs et ont eu recours à une rhétorique xénophobe et ultranationaliste et au discours de haine populiste pour gagner des élections et du pouvoir. Les discours de haine se sont multipliés dans les médias sociaux et sur internet. Différents groupes, notamment les Roms, les musulmans, les juifs, les migrants, les personnes noires et les personnes LGBTI, sont devenus les cibles de la haine et de la violence que cette même haine engendre. Des parallèles avec les développements qui ont débouché sur les périodes les plus terribles de l'histoire européenne se font jour.

4. Cette tendance a aussi donné lieu à de nouvelles tensions et à des conflits armés entre certains États membres et l'objectif du Conseil de l'Europe de parvenir à une plus grande unité et coopération en Europe a été remis en cause. Des efforts continus et une grande vigilance sont nécessaires pour mettre en place et maintenir des garde-fous puissants contre les formes persistantes et nouvelles de racisme et d'intolérance. Les États membres, l'ECRI et toutes les parties prenantes doivent continuer de conjuguer leurs efforts pour contenir ces menaces, garantir le respect de la dignité humaine et ouvrir la voie à une plus grande égalité en Europe.

II. Priorités de l'ECRI dans les années à venir

5. En ces temps difficiles, les travaux de l'ECRI sont aujourd'hui plus pertinents que jamais et nous sommes déterminés à les poursuivre. Dans les années à venir, l'ECRI mettra son sixième cycle de monitoring à profit pour contribuer à renforcer encore l'égalité et l'accès effectifs aux droits, notamment par la promotion de l'indépendance et de l'effectivité des organismes de promotion de l'égalité, l'éducation inclusive et l'égalité des personnes LGBTI. Nous mettrons aussi l'accent sur la lutte contre le discours de haine et la violence motivée par la haine et sur l'intégration inclusive, pierres angulaires servant à l'édification de sociétés diverses et équitables. L'ECRI continuera de plaider en faveur de conditions humaines pour tous les migrants et de préconiser des programmes généreux et effectifs pour leur intégration dans les pays d'accueil, notamment pour les enfants.

6. L'ECRI s'attachera à mettre davantage l'accent sur l'identification et la promotion de bonnes pratiques que les États membres ont développées aux niveaux central, régional et local et qui peuvent servir de modèle à d'autres États.

7. Elle a aussi pris conscience, dans le cadre de ses travaux de monitoring, de questions transversales où l'intersection entre l'origine nationale ou ethnique, la religion, le genre, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou d'autres motifs de discrimination peut conduire à davantage de discrimination. Nous chercherons à tenir compte de cet aspect dans toutes nos activités futures et d'y intégrer une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes.

8. En s'appuyant sur les résultats du monitoring par pays et sur le recueil de bonnes pratiques, l'ECRI entend actualiser sa RPG no 5 sur la lutte contre l'intolérance et les

discriminations envers les musulmans et sa RPG no 9 sur la lutte contre l'antisémitisme. Nous entendons aussi travailler sur une nouvelle RPG pour lutter contre la discrimination et l'intolérance envers les personnes LGBTI. L'ECRI continuera de combattre le discours de haine et, sur la base de sa RPG no 15, envisagera d'initier une révision de la Charte des partis politiques pour une société non raciste.

9. L'ECRI suivra diverses voies pour favoriser et soutenir la mise en œuvre de ses recommandations. Dans ce contexte, elle se félicite de l'accent que le Conseil de l'Europe met désormais sur des plans d'action et une coopération par pays dans les domaines relevant du mandat de l'ECRI.

10. L'ECRI estime que la lutte contre le racisme et l'intolérance ne saurait être menée sans alliés. Nous renforcerons donc notre coopération avec les autres organes du Conseil de l'Europe, les organisations internationales, la société civile, le monde académique et les médias. En outre, fermement convaincue de l'importance d'organismes de promotion de l'égalité forts et indépendants, elle continuera de travailler en étroite collaboration avec ces derniers dans les États membres.

11. Consciente du danger potentiel que présentent le profilage racial et la discrimination pouvant résulter de l'utilisation croissante de nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle, l'ECRI s'engage à sensibiliser face à ces défis. Cela étant, ces nouvelles technologies pourraient aussi servir à lutter contre le racisme et l'intolérance et nous recommanderons des moyens de tirer parti des possibilités qu'elles offrent.

III. Recommandations de l'ECRI aux États membres et aux parties intéressées

12. L'ECRI remercie les États membres du dialogue constructif et de l'excellente coopération qui se sont développés avec leurs autorités et les agents de liaison nationaux au cours des 25 dernières années.

13. Sur cette base, l'ECRI appelle les États membres à intensifier encore leurs efforts pour appliquer ses recommandations. À cette fin, elle recommande vivement à tous les États membres d'établir un système permettant de garantir de manière effective une mise en œuvre rapide et systématique de ses recommandations. Les organismes de promotion de l'égalité peuvent et doivent jouer un rôle important à cet égard.

14. Compte tenu de l'augmentation inquiétante du discours de haine et de l'intolérance dans le discours politique ces dernières années, l'ECRI appelle les parlements et les gouvernements des États membres à être conscients de leur responsabilité en matière de promotion de l'égalité et de l'inclusivité, à réfuter les discours de division et à se garder de faire de certaines parties de la population des boucs émissaires.

15. Enfin, l'ECRI appelle les États membres et les donateurs à financer des politiques, des activités à long terme et des projets qui contribuent à l'application de ses recommandations.

ECRI Roadmap to Effective Equality

I. The situation in Europe regarding racism and intolerance

1. The European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) was established in 1994 at a time when Europe was facing developments of historic dimensions with the fall of the iron curtain. ECRI is proud of its achievements in the 25 years since it was set up. It has established a widely respected procedure for the regular monitoring of every member State of the Council of Europe and for engaging in dialogue with the governments about their successes and failures in combating racism and intolerance and developing an inclusive and fair society. ECRI's work is informed by the European Convention on Human Rights and the case law of the European Court of Human Rights. Its General Policy Recommendations (GPRs) set standards in a wide range of areas and assist governments in developing their policies.

2. ECRI notes that there is increased awareness in the member States of the phenomena of racism and intolerance and their various forms, both open and hidden. We believe that ECRI's work has contributed significantly to combating racism and intolerance and in particular to the adoption by member States of an increasingly robust legal framework against hate crime, hate speech and discrimination. Member States have also established a stronger institutional framework to promote equality and protect individuals and groups against racism and intolerance, especially through the creation of equality bodies.

3. At the same time, ECRI recalls that the deeply engrained roots of racism and intolerance have repeatedly led to catastrophic wars and genocide. While much progress has been made since ECRI was established, regrettably in more recent years Europe has experienced the emergence of new racist, xenophobic and homo/transphobic movements, sometimes even supported by governments. In the present times of increasing globalisation, many people feel threatened and become susceptible to racism and hatred. Politicians not only from fringe parties but increasingly also from mainstream political parties have played on these fears and made use of xenophobic and ultra-nationalistic rhetoric and populist hate speech to win elections and gain power. There has been a surge in the use of hate speech in social media and on the Internet. Different groups, notably Roma, Muslims, Jews, migrants, Black and LGBTI persons, have become targets of the hatred and violence provoked by it. Parallels with the developments that led to the most terrible periods of European history become apparent.

4. This trend has also resulted in new tensions and armed conflicts between some member States, and the Council of Europe's aim of achieving greater unity and cooperation in Europe has been called into question. Continued efforts and high vigilance are needed to build and maintain strong safeguards against both persisting and new forms of racism and intolerance. The member States, ECRI and all stakeholders need to continue joining forces to contain these threats, ensure respect of human dignity and pave the way to greater equality throughout Europe.

II. ECRI's focus over the years to come

5. In these challenging times, ECRI's work is more relevant than ever and we are determined to carry on that work. In the years to come, ECRI will use its 6th monitoring cycle to contribute to further strengthening effective equality and access to rights, including through promoting the independence and effectiveness of equality bodies, inclusive education and LGBTI equality. We will also focus on combating hate speech and hate-

motivated violence and on inclusive integration as cornerstones for building diverse and fair societies. ECRI will continue to call for humane conditions for all migrants and for generous and effective programmes for their integration in host countries, especially for children.

6. ECRI will put an increased focus on highlighting and promoting good practices that member States have developed at central, regional and local levels and that can serve as a model for other states.

7. ECRI has also become aware from its monitoring work of cross-cutting issues where the intersection of national or ethnic origin, religion, gender, sexual orientation, gender identity and other grounds can lead to further discrimination. We will seek to include this aspect, as well as a gender perspective, in all our future work.

8. Building on the results of country monitoring and the collection of good practices, ECRI aims to update its GPR No. 5 on combating intolerance and discrimination against Muslims and GPR No. 9 on the fight against antisemitism. We also intend to engage in work on a new GPR to combat discrimination and intolerance against LGBTI persons. ECRI will continue to combat hate speech and, based on its GPR No. 15, will consider initiating a revision of the Charter of Political Parties for a non-racist society.

9. ECRI will pursue a variety of avenues to promote and support the implementation of its recommendations. In this context, it welcomes the Council of Europe's new focus on country-specific action plans and cooperation in the fields covered by ECRI's mandate.

10. ECRI believes that the struggle against racism and intolerance requires allies. Accordingly, we will strengthen our cooperation with other Council of Europe bodies, international organisations, civil society, academia and the media. In addition, firmly believing in the importance of strong and independent equality bodies, ECRI will continue to work closely with the equality bodies in member States.

11. Aware of the potential danger of racial profiling and discrimination that may arise as a result of the increasing use of new technologies such as artificial intelligence, ECRI commits to raising awareness about the challenges. At the same time, these new technologies could also be used for combating racism and intolerance, and we will recommend ways to take advantage of the opportunities they bring.

III. ECRI's recommendations to member States and stakeholders

12. ECRI thanks the member States for the constructive dialogue and the excellent cooperation that have developed with their authorities and the National Liaison Officers over the last 25 years.

13. Building on this, ECRI calls on the member States to further intensify their efforts to implement its recommendations. To this end, it strongly recommends that each member State should introduce an effective system to ensure expeditious and systematic implementation of ECRI's recommendations. Equality bodies can and should play an important role in this respect.

14. Given the worrying increase in hate speech and intolerance in the political discourse in recent years, ECRI calls on parliaments and governments of the member States to be aware of their responsibility for promoting equality and inclusiveness, to rebut divisive discourse and refrain from scapegoating specific sections of the population.

15. Finally, ECRI calls on the member States and donors to fund policies, long-term activities and projects that implement ECRI's recommendations.

**Frédéric Potier,
Délégué interministériel à la lutte
contre le racisme, l'antisémitisme
et la haine anti-LGBT,
France**



Transcription du discours livré lors de la conférence

Monsieur le Président, mesdames et messieurs,

Merci beaucoup pour cette présentation très ambitieuse de la Feuille de route. J'ai beaucoup de plaisir à retrouver un certain nombre de thèmes qui ont été abordés lors des deux derniers jours de débats.

C'est ma responsabilité de vous remercier au nom du gouvernement français. Merci à l'ECRI d'avoir mobilisé autant d'experts, autant de personnalités publiques, autant de responsables, de membres d'associations. Nous étions très heureux de vous accueillir à Paris pour ces échanges.

Je ne vais pas être très long, je trouve que les débats ont été très riches. Je pense notamment au lien entre racisme et inégalité qui ont été abordés en cours de ces deux derniers jours, la réponse aussi à apporter contre la haine en ligne - on a eu une belle table ronde ce matin - ou encore sur les combats à mener simultanément contre le racisme, contre l'antisémitisme ou contre la haine anti-LGBT.

Je crois, et c'était aussi une de vos conclusions, que nous devons lutter de manière globale contre les propos et les actes de haine sans les hiérarchiser. Ils devront promouvoir une vision universaliste, non seulement des valeurs mais également des droits et des combats. La France restera pleinement engagée dans ce combat en mobilisant aussi bien l'État, les services publics, les policiers, les gendarmes, les juges, tous les fonctionnaires, mais aussi, on sait qu'on peut compter sur la mobilisation des autorités administratives indépendantes - je pense à la CNCDH et au Défenseur des droits, qui est intervenu hier - et évidemment de toutes les ONG.

La France mènera ses combats dans le respect du principe de laïcité auquel les citoyens français sont particulièrement attachés. Il est de ma responsabilité de vous dire que le gouvernement français ne partage pas, pour cette raison, certaines formulations qui figurent dans certaines fiches de synthèse de l'ECRI que j'ai pu lire en dehors de cette salle. Il ne compte pas revenir par exemple sur la loi de 2004 qui interdit le port de manière ostensible de signes religieux à l'école et c'est pour ça que nous serons très vigilants lors de la révision des RPG 5 et 9, qui vient d'être annoncée.

Ceci étant dit, je vous souhaite maintenant un bon retour chez vous, en espérant que les travaux des derniers jours pourront susciter des actions concrètes, car il nous faut être résolument orientés vers l'action. En deux mots et en français : au boulot !

Merci.

**Snežana Samardžić-Marković,
Director General of Democracy,
Council of Europe**



Over the last two days, we have looked at where we stand on the road to effective equality, what progress has been made in 25 years and where we go from here. This past, present and future perspective has produced interesting results and I thank you all for your contributions and insight.

I can proudly say that we, all together, have succeeded in setting up a very solid monitoring body – ECRI – and we can rely on its expertise, its independence, its objectivity, its reports and recommendations to combat racism and intolerance, which are of high quality and implementable.

The study carried out on ECRI's impact shows that today we are much better equipped than 25 years ago to fight racism and intolerance. All member states have enacted laws against hate crime and most have anti-discrimination legislation. And, 46 out of the 47 member states have set up dedicated equality bodies to promote equality and fight racism and intolerance. There are also sound strategies and action plans in place in our countries and they are increasingly well implemented.

But can we really say that this is enough? Surely not.

In some respects, the phenomena of racism and intolerance are like diseases. They can lie in hiding, remain unnoticed, until they suddenly spread and multiply, and cause severe damage to individuals, families, communities, and the whole of society. They may even lead to deaths.

Medical research has made tremendous progress and we have managed to eliminate some extremely dangerous diseases, like the plague. For other diseases, we have found vaccines to prevent their outbreak, or treatments to stop them or reduce their effects. But we can never be sure that we have really eradicated such diseases entirely and forever.

It is the same with the diseases of racism and intolerance, which often lurk unseen and then suddenly break out. They harm all those personally involved and have serious consequences for the entire community.

However, I am confident that we are on the right track to managing and containing the diseases of racism and intolerance, curbing their spread, thanks to the safeguards and treatments we have put in place – legislation, equality bodies, action plans and education.

The country monitoring, the tailor-made reports and recommendations of ECRI, as well as its General Policy Recommendations on a broad range of topics, provide already excellent diagnoses and prescriptions against the progression of these diseases. The Charter for Political Parties in a non-racist society offers additional help to political leaders.

At the same time, there is still work to do – more research to be carried out and new, more powerful treatments to be developed to control these diseases even more effectively.

In this context, I appreciate very much that ECRI, in its new 6th monitoring cycle, will increasingly orient its work towards proactive prevention of racism and intolerance, by focusing on inclusive school education and integration. This approach is essential, since it is not sufficient only to deal with combating racism and intolerance and their worst symptoms, such as hate crime and hate speech.

We have also just heard ECRI's Roadmap for its future work, with strong determination to continue its path, provide fresh responses to both old and new challenges and strengthen ties with its allies. As ECRI embarks on the next 25 years, I sincerely thank its members, past and present, for their contribution to protecting and promoting human rights in Europe.

And I assure you that the Council of Europe will go on supporting ECRI as a key human right monitoring body. ECRI's work already feeds into the case law of the European Court of Human Rights; it needs to feed much more into policy development at European and national level.

The planned intergovernmental Anti-discrimination, Diversity and Inclusion Steering Committee will be a platform where all our governments work together to ensure stronger implementation of ECRI's recommendations and to seek common solutions to the problems we have discussed over these two days. Reinforcing our intergovernmental work in these areas will contribute to stronger implementation of ECRI's recommendations, with the ultimate aim of making Europe a place where everyone can enjoy his or her rights and live in full dignity and equality.

I am convinced that over the coming years we will all together make important progress on our European road to effective equality. And I count on all of you to help us to make this happen.



European Commission
against Racism and Intolerance

ECRI
Commission européenne
contre le racisme et l'intolérance



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE



PRÉSIDENTIE FRANÇAISE
FRENCH PRESIDENCY

2019 MAI - NOVEMBRE
MAY - NOVEMBER
Conseil de l'Europe
Council of Europe